RAPPORT ANNUEL 2019

Mécanismo Indépendant de Consultation et d´Investigation

Mécanisme Indépendant de Consultation et Investigation

10 2010-2020

Ce rapport annuel a été élaboré par Victoria Márquez-Mees, Directrice du MICI.
Rédaction et coordination : Esteve Sala.
Informations statistiques : Esteban Tovar.
Entrées de contenu : Gastón Aín, Ma. Camila Barriga, Mariana Clemente, Raquel Gómez Fernández, Sebastian Gonzalez, Eva Heiss, Pedro León, Martín Packmann, Esteban Tovar et Arantxa Villanueva.
Coordination des traductions et révision du contenu : Rebeca García.
Design graphique : Giacomo Cicirello.
Photographies : équipe MICI et Paul Ortega.

Catalogage avant publication de la Bibliothèque Felipe Herrera de la Banque Interaméricaine de Développement
Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation : Rapport annuel 2019 / Banque Interaméricaine de Développement.
p. cm.
1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Social responsibility in banking-Latin America. 3. Economic development projects-Social aspects-Latin America. 4. Economic development projects-Environmental aspects-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement. Mécanisme Indépendant de Consultation et d´Investigation.
IDB-AN-00210

Copyright © 2020 Banque Interaméricaine de Développement (BID).
L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.
Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.
N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque Interaméricaine de Développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'elles représentent.

RAPPORT ANNUEL 2019

Mécanisme Indépendant de Consultation et d´Investigation

Table des matières

Message de la directrice 6

Les points marquants en 2019 8

Le portefeuille de requêtes en 2019 14

2019 Le profil des requêtes et les opérations s'y rapportant 15
De quels pays proviennent les requêtes ? 15
Qui présente des requêtes ? 16
Quels sont les préjudices allégués ? 16
À propos des opérations ayant entrainé une requête 17
De quels secteurs proviennent-elles ? 17
Quels sont les instruments financiers utilisés par le Groupe de la BID pour appuyer les projets ? 18
Quelles sont les catégories environnementales ? 18

La Gestion du MICI 22

L'étape d'enregistrement 23

L'étape d'admissibilité 24

Phase de Consultation 26

Phase de Vérification de la Conformité 28

Promotion de l'accès 34

MICI Réflexions 39

Le rôle du MICI dans la promotion d'un accès sûr au Mécanisme 40

La gestion en 2019, au cas par cas 42

L'équipe MICI 82

Épilogue 83

Annexes 84

Annexe 1. Budget 2019 85

Annexe 2. Diffusion en 2019 86

Annexe 3. Requêtes reçues 2010 - 2019 88

Message de la directrice

À la veille de nos 10 ans

L'année 2019, qui nous situe au seuil de la célébration de notre dixième anniversaire, a été une année formidablement dynamique dans tous les domaines du MICI : de la réception et la gestion des requêtes aux activités de promotion de l'accès et de production de leçons, en passant par l'établissement de liens avec des mécanismes pairs et l'introduction de thèmes aussi importants que la prise en charge des dossiers comprenant risque de représailles et la modernisation du cadre des sauvegardes. À bien des égards, cette année a reflété les quatre aspects qui ont caractérisé le Mécanisme au cours de la période 2010-2020, à savoir la construction, l'apprentissage, l'amélioration et la consolidation.

La gestion des requêtes du MICI a reflété, comme dans d'autres années, les spécificités du portefeuille du Groupe de la BID qui, en 2019, est demeuré la principale source de financement multilatéral pour l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 11 311 millions de dollars pour des opérations avec garantie souveraine. Pour sa part, BID Invest a approuvé de nouveaux projets pour un montant de 4 700 millions de dollars, soit une augmentation de près de 15 % par rapport à 2018. Dans ce cadre opérationnel, le MICI a géré tout au long de l'année 23 requêtes – autant qu'en 2018 –, parmi lesquelles 10 correspondaient à des requêtes reçues au cours d'exercices précédents et 13 à de nouvelles requêtes. Sur l'ensemble des requêtes, 20 concernaient des opérations de la BID et 3 des opérations de BID Invest. Au cours de l'année, le MICI a mis fin à la gestion de quatre requêtes : deux suite à la concrétisation des accords convenus en Phase de Consultation, et deux autres suite à une recommandation préconisant de ne pas réaliser une Vérification de la Conformité. Il convient de souligner qu'en 2019, la dernière requête reçue à l'époque de l'ancienne politique du MICI – concernant le projet Habitar Brasil – a été clôturée. L'actuel portefeuille des requêtes comprend donc uniquement des requêtes présentées et gérées dans le cadre de l'actuelle politique du Mécanisme.

Aussi bien la Phase de Consultation que la Phase de Vérification de la Conformité ont démontré durant l'année leur maturité et leur capacité à gérer les dossiers de façon transparente et efficace. Par exemple, un accord entre les parties a été obtenu dans le cadre de trois processus de Phase de Consultation. Les délais et les processus en général ont été adaptés aux besoins spécifiques de chaque cas, en tenant compte des préoccupations exprimées par les requérants et de la situation du projet, sans oublier le contexte sociopolitique propre à chaque projet. Pour sa part, la Phase de Vérification de la Conformité, en même temps qu'elle réalisait une investigation concernant une centrale hydroélectrique au Chili, a commencé une investigation se rapportant à deux centrales hydroélectriques au nord du Guatemala et obtenu l'approbation d'une troisième investigation concernant également une centrale hydroélectrique située dans le Canyon du Cauca, en Colombie. Dans ces deux dossiers, le contexte de conflits et le risque de représailles génèrent des défis supplémentaires en matière de sécurité pour toutes les personnes concernées, et en particulier pour les requérants.

En ce qui concerne l'apprentissage et le transfert des leçons apprises, des séances de réflexion portant sur les neuf années de gestion de dossiers en Phase de Consultation ont été organisées au cours de la deuxième année du programme Réflexions du MICI. La discussion menée avec différents acteurs et les commentaires reçus ont permis d'alimenter le processus de réflexion institutionnel, mais aussi de

mettre au point la version définitive du document, qui sera présentée au début de l'année 2020.

Concernant les problématiques de l'insécurité et de la violation des droits humains qui se posent dans la région, un manuel a été élaboré et diffusé cette année pour présenter différents outils afin que les mécanismes de reddition de comptes puissent gérer de façon adéquate les dossiers dans lesquels un risque de représailles est identifié. Il s'agit incontestablement d'un thème délicat et complexe pour les institutions financières internationales et il était impératif de disposer d'outils permettant de gérer ces dossiers au vu de la multiplication des conflits et du rétrécissement de l'espace civique. Le manuel a été bien accueilli par les autres mécanismes pairs qui l'ont soutenu en tant qu'un outil d'accès libre. Dans le cadre de sa diffusion, le MICI a eu l'honneur d'accueillir la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, lors d'une séance de discussion entre des institutions financières internationales et des mécanismes de reddition de compte. La séance a été organisée en collaboration avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Les efforts assidus entrepris avec d'autres institutions financières et des mécanismes pairs pour mettre en commun les meilleures pratiques et les expériences de gestion ont été, pour une nouvelle année consécutive, une constante pour le MICI et nous ont permis de trouver de nouveaux interlocuteurs. À titre d'exemple, il convient de souligner les réunions avec des membres du Conseil d'administration de la Banque mondiale concernant la révision du mandat du Panel d'inspection, les formations destinées au personnel des opérations de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et les actions de promotion de l'accès en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes.

L'année 2019 a également été synonyme d'examens pour le MICI. Le bureau de l'auditeur du Groupe de la BID a réalisé une analyse exhaustive de nos processus administratifs qui a permis de confirmer que le MICI agit d'une manière conforme aux politiques et procédures administratives et budgétaires de la BID, et qu'il a instauré des pratiques pouvant être reprises dans d'autres domaines. Parallèlement, le Bureau d'Évaluation et de Supervision (OVE) a amorcé un processus d'évaluation du fonctionnement du MICI dans le cadre des Politiques actuelles, dont les résultats, prévus pour 2020, serviront à guider le renforcement du mandat du MICI, si nécessaire.

Fin 2019, en presque dix ans d'existence, le MICI a traité 152 requêtes, parmi lesquelles 33 ont été déclarées admissibles. En Phase de Consultation, des accords ont été obtenus pour 12 requêtes et 7 requêtes ont été closes suite à la mise en œuvre des engagements. Concernant la Phase de Vérification de la Conformité, 8 investigations ont été réalisées, dont les leçons ont entraîné un important ajustement du fonctionnement de la Banque, et en particulier du processus de révision du cadre des sauvegardes environnementales et sociales du Groupe de la BID. Aujourd'hui, le MICI dispose d'une équipe solide de professionnels qui produit des résultats décisifs pour les communautés de la région et qui renforce le fonctionnement du Groupe de la BID, mais des défis demeurent concernant l'impact du mécanisme et sa capacité de réaction en faveur des communautés touchées. Il reste encore à institutionnaliser les pratiques du MICI dans différents domaines, tels que la diffusion systématique du droit d'accès au mécanisme et la prise en compte de la fragilité du bureau face à la rotation continue des fonctionnaires.

En février 2010, les Directeurs ont approuvé la première Politique du MICI qui chargeait le Mécanisme non seulement de réaliser des investigations, mais aussi de mener des processus de résolution des conflits qui ont ouvert de nouvelles possibilités de prise en charge des requêtes des communautés potentiellement touchées par les opérations du Groupe de la BID. Le mécanisme a par ailleurs gagné en transparence et en indépendance en faisant directement rapport au Conseil d'administration. En 2020, nous célébrerons les résultats obtenus au cours de ces 10 années de travail sur tous les volets du mandat du MICI.

Les résultats de 2019 présentés dans ce rapport sont le fruit du travail et de l'engagement de tous les membres du MICI, et notamment de ses experts indépendants. Leurs efforts quotidiens auraient néanmoins été vains sans le soutien indéfectible du Conseil d'administration, de la Direction du Groupe de la BID, de la société civile, des mécanismes pairs et, surtout, des communautés de la région qui nous ont fait confiance. J'adresse à chacun d'entre eux mes remerciements les plus sincères.

Victoria Márquez-Mees
Directrice du MICI

Les points marquants en 2019

CHIFFRES CLÉS

23 requêtes gérées : 3 accords obtenus, 2 suivis d'accord achevés, 3 investigations en cours

1 Ligne directrice pour la gestion des dossiers comportant risque de représailles.

33 activités de diffusion dans 12 pays. 12 événements externes et 11 internes.

2 000 participants à des activités en présence du MICI.

2 nouveaux produits de connaissance

1. Résultats en Phase de Consultation et en Phase de Vérification de la Conformité

En 2019, la Phase de Consultation du MICI a facilité quatre processus et obtenu des accords entre les Parties dans le cadre de trois requêtes, ce qui a eu un impact positif pour plus de 800 requérants. Dans ces trois dossiers, le processus de résolution des conflits a été conçu en tenant compte de l'urgence des préoccupations et de la situation du projet, ce qui a permis d'obtenir des accords dans des délais inférieurs à ceux prévus dans la Politique du MICI grâce à l'engagement de toutes les parties prenantes au processus. Suite à l'obtention de chacun des accords, la Phase a amorcé le suivi de leur exécution et

accompagne les parties pour garantir leur mise en œuvre.

Pour sa part, la Phase de Vérification de la Conformité a émis quatre recommandations, toutes approuvées par le Conseil d'administration : deux préconisaient de réaliser une investigation tandis que les deux autres préconisaient de ne pas réaliser d'investigation. Avec ces deux nouvelles investigations, la Phase avait trois investigations en cours à la fin de l'année, qui se rapportaient toutes à des projets hydroélectriques du secteur privé.

2. Contribution aux sauvegardes

En 2019, à la suite de l'évaluation du cadre des sauvegardes par le Bureau d'Évaluation et de Supervision (OVE), aussi bien la BID que BID Invest ont élaboré un processus de modernisation du cadre des Sauvegardes Environnementales et Sociales sous lequel les opérations du Groupe de la BID sont approuvées et supervisées. Dans le cadre de ce processus, les conclusions de huit investigations réalisées par le Mécanisme, ainsi que les recommandations institutionnelles formulées par le MICI, ont été communiquées aux Conseils d'administration et aux Directions des deux institutions afin de renforcer la durabilité des opérations du Groupe.

Parallèlement à ce processus, et pour répondre à une recommandation formulée à plusieurs reprises par le MICI concernant la nécessité de former les fonctionnaires du Groupe afin qu'ils aient une connaissance approfondie des sauvegardes environnementales et sociales, le Secteur du savoir et de l'apprentissage (KIC) et l'Unité des Sauvegardes (ESG) ont conçu une formation obligatoire pour tout le Groupe de la BID. Cette formation intégrait une section sur le MICI pour donner suite aux recommandations formulées par l'OVE qui préconisaient d'intégrer le mandat du MICI au cadre des sauvegardes.

3. Révision du Mécanisme pour une amélioration continue

Durant cette année, le MICI a fait l'objet d'une double révision : d'une part, le bureau de l'auditeur (AUG) a réalisé un audit administratif et budgétaire et, d'autre part, le Bureau d'Évaluation et de Supervision (OVE) a amorcé un processus d'évaluation, comme le prévoient les Politiques du MICI, qui devrait s'achever en 2020. Le MICI a obtenu des notes positives du bureau de l'auditeur dont le rapport soulignait que le MICI agit d'une manière conforme aux politiques et procédures administratives et budgétaires de la BID et a recours à des pratiques exemplaires qui pourraient être adoptées par d'autres unités de la Banque. Le MICI espère que les conclusions et recommandations qui découleront de l'évaluation de l'OVE serviront à renforcer et à améliorer le fonctionnement du Mécanisme.

Les points marquants en 2019

4. Promotion de l'accès au Mécanisme

Le Mécanisme ne peut réaliser son travail que si les communautés touchées y ont accès et elles ne peuvent pas accéder à un espace qu'elles ne connaissent pas. C'est pour cette raison qu'en 2019, comme lors des années précédentes, le MICI a consacré d'importantes ressources à la promotion de l'accès en faisant appel, en tant que partenaires stratégiques, aux organisations de la société civile et à des organismes et institutions de l'ensemble de la région dont les mandats sont similaires au nôtre. Cette année encore, le MICI a déployé des efforts constants de promotion de l'accès et a touché au total plus de 1 500 personnes à travers près de 30 événements externes, en mettant l'accent sur le lien avec des organisations de la société civile engagées en faveur du respect des droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes et d'autres qui soutiennent les dispositifs de paix dans la région.

5. Élargissement des espaces de réflexion

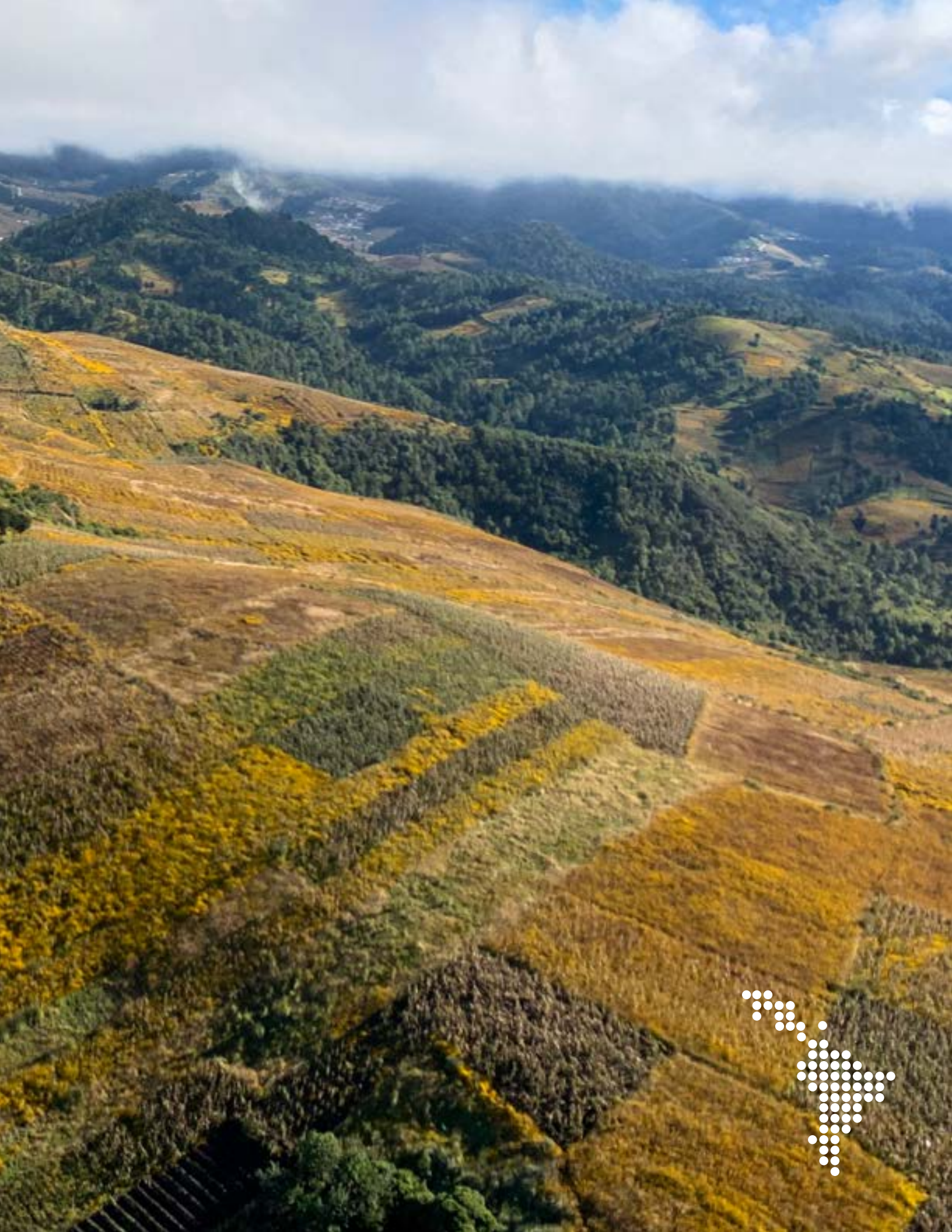
En mai, dans le cadre du programme Réflexions du MICI, une séance de réflexion sur la note technique relative à la Phase de Consultation, qui rend compte de neuf années d'expérience en matière de résolution des conflits, a été organisée. L'objectif du programme est de produire des leçons à l'intérieur du Groupe de la BID par le biais de processus de réflexion portant sur certains dossiers, de façon à mieux comprendre les impacts négatifs que peuvent avoir les opérations et à intégrer ou améliorer les outils institutionnels permettant de les éviter, les atténuer ou les compenser, comme le prévoient nos Politiques opérationnelles. Les contributions d'intervenants internes et externes recueillies dans le cadre du processus Réflexion du MICI ont été intégrées à la version définitive de la note qui sera rendue publique en 2020.

Les leçons mentionnées dans les différentes notes du programme Réflexions du MICI ont aussi contribué à une meilleure connaissance de la portée et des résultats du processus du MICI par les communautés, de sorte qu'elles comprennent mieux le fonctionnement du MICI et ce qu'elles peuvent attendre du processus du MICI à chacune de ses étapes. Le programme Réflexions du MICI a également servi de plate-forme pour enrichir les rencontres avec des organisations de la société civile, d'autres mécanismes pairs et des institutions éducatives.

6. Mise en commun des expériences

La collaboration avec d'autres institutions financières internationales et leurs mécanismes de reddition des comptes a constitué un aspect déterminant des efforts déployés tout au long de l'année par le MICI pour échanger des expériences et mettre en commun les meilleures pratiques. En 2019, il convient de souligner les réunions du Mécanisme avec des membres du Conseil d'administration de la Banque mondiale et les formations destinées au personnel opérationnel de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et de la Nouvelle banque de développement. Dans la région, le MICI a mené diverses activités avec la Banque de développement des Caraïbes (CDB) et son Bureau de l'intégrité, de la conformité et de la reddition des comptes dans le cadre d'une approche collaborative visant à favoriser l'accès des communautés touchées aux mécanismes. En 2019, le MICI a cessé d'assurer le Secrétariat du Réseau des Mécanismes Indépendants de Reddition des Comptes après plus de deux ans à exercer cette fonction.

Département de Sololá, Guatemala.



Le portefeuille de requêtes en 2019

En 2019 le MICI a géré un total de **23 requêtes, 20 se rapportant à des opérations financées par la BID** et **trois concernant des opérations de BID Invest.** Aux 10 requêtes qui constituaient le portefeuille actif au début de l'années se sont ajoutées 13 requêtes reçues en cours d'année.

Faits Marquants

1 La **clôture du dossier Habitar (Brésil)** a marqué la fin de la gestion de tous les dossiers reçus dans le cadre de l'ancienne politique du MICI.

2 Les trois investigations en cours dans le cadre de la Phase de Vérification de la Conformité se rapportent à des opérations sans garantie souveraine pour la construction de projets hydroélectriques : **une de la BID** et **deux de BID Invest.**

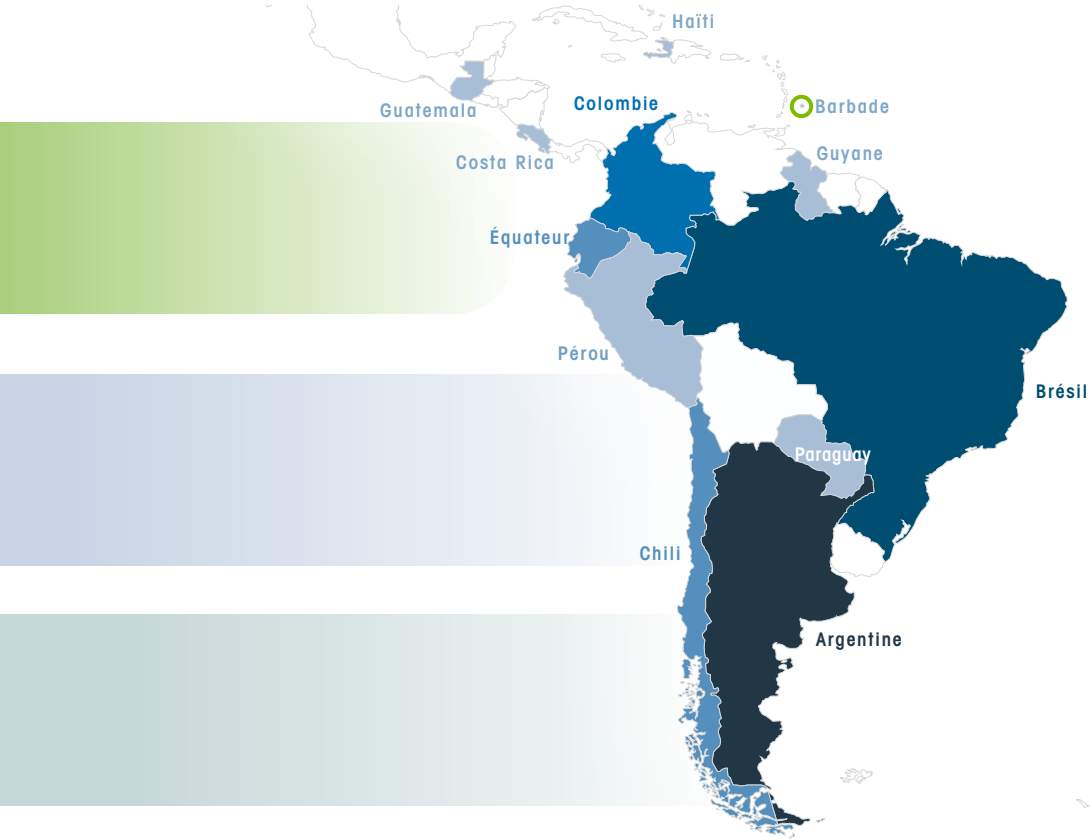
3 Lors de la Phase de Consultation, **un accord entre les Parties a été trouvé dans trois dossiers et le suivi de deux autres processus s'est achevé** après la mise en œuvre des engagements convenus.

2019 Le profil des requêtes et les opérations s'y rapportant

De quels pays proviennent les requêtes ?

Géographiquement, les requêtes gérées au cours de l'année provenaient de 12 pays de la Région de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Argentine et le Brésil sont les pays qui ont enregistré le plus grand nombre de requêtes.

Portefeuille des requêtes 2019 par pays



5 Argentine

4 Brésil

3 Colombie

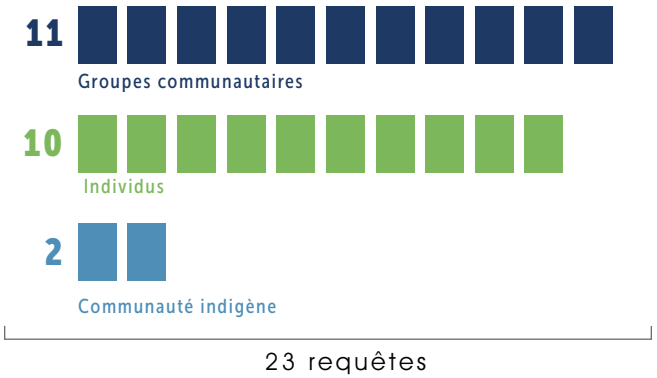
2 Chili
Équateur

1 Barbade
Costa Rica
Guatemala
Guyane
Haïti
Paraguay
Pérou

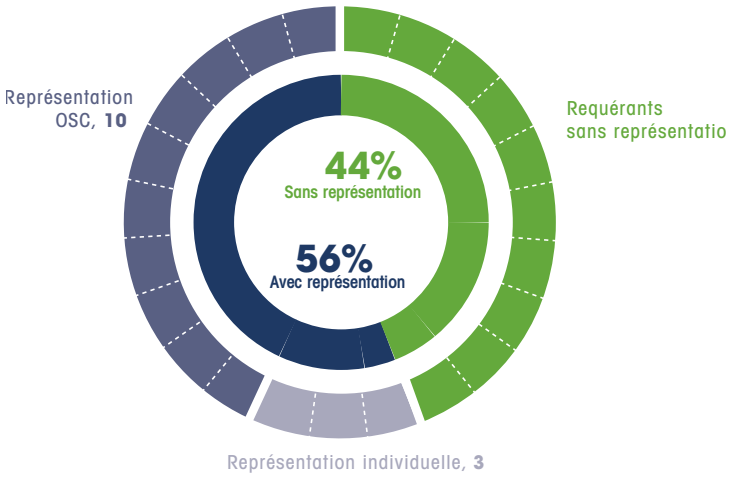
Qui présente des requêtes ?

Parmi les 23 requêtes traitées en 2019, **11 ont été présentées par des collectivités, 10 par des particuliers à titre personnel** et **deux par des communautés indigènes.** Le nombre de requêtes déposées par des communautés indigènes est en recul par rapport à 2018, tandis que celui des deux autres catégories est en augmentation.

Par catégorie de requérant



Par mode de représentation utilisée

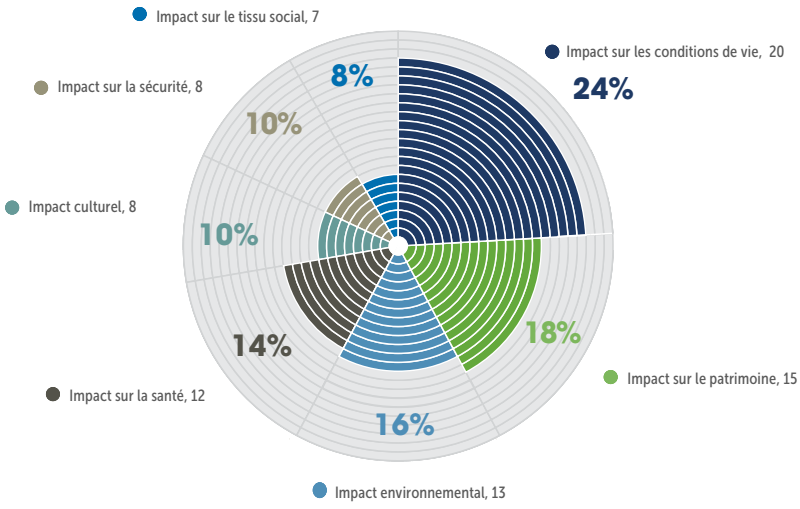


De même, la proportion de requêtes déposées sans représentation est en hausse (**44 % en 2019,** 39 % en 2018). Pour les requêtes déposées par un représentant, une diminution de la représentation par des organisations de la société civile est constatée (76 % en 2019, 86 % en 2018).

Quels sont les préjudices allégués ?

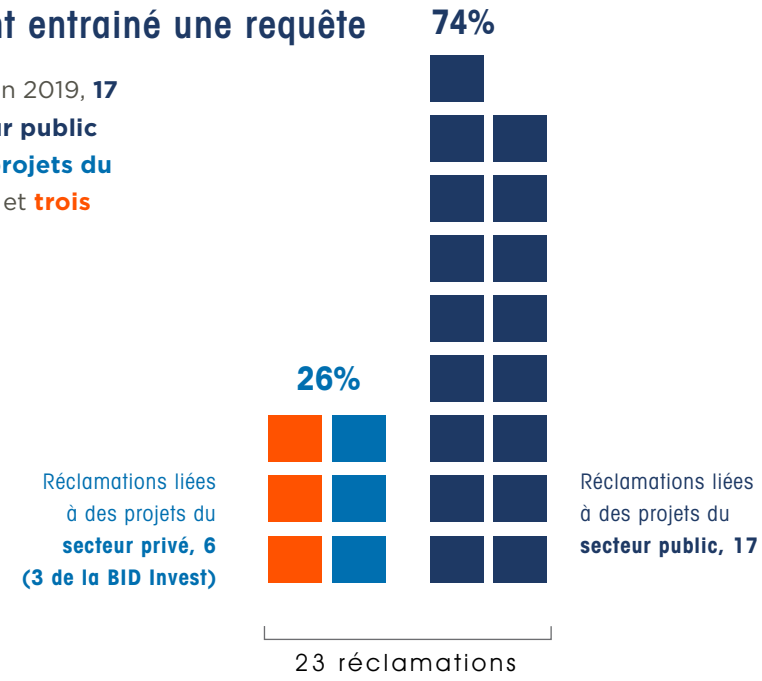
En 2019, le portefeuille des requêtes reflète une préoccupation croissante des communautés requérantes au sujet des répercussions économiques (42 % des préjudices allégués s'y rapportent), telles que celles causées par la perte de moyens de subsistance, la dégradation des conditions de vie et la détérioration ou l'expropriation de la propriété. À cet égard, les impacts sur **les conditions de vie (24 %)** figurent au premier rang, devant les **impacts sur le patrimoine (18 %),** sur **l'environnement (16 %)** et sur **la santé (14%).** Il convient de souligner qu'au cours de cet exercice, la part de requêtes alléguant un préjudice causé par les impacts sur le patrimoine a augmenté (18 % en 2019, soit cinq points de plus qu'en 2018).

Par type de préjudice allégué



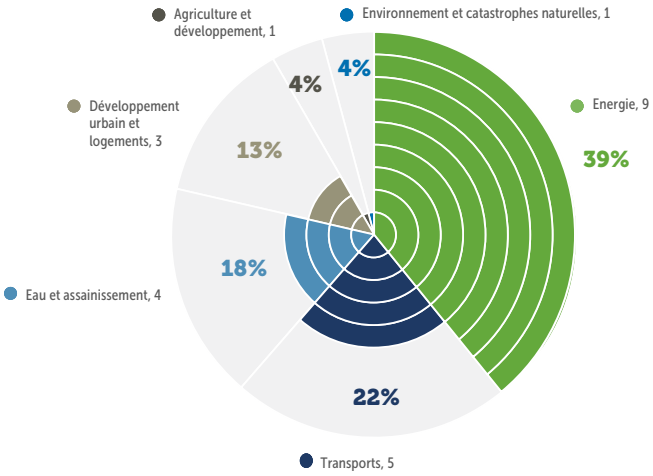
À propos des opérations ayant entrainé une requête

Sur les 23 requêtes traitées par le MICI en 2019, **17 se rapportaient à des projets du secteur public financés** par la BID et **six traitaient de projets du secteur privé : trois financés par la BID** et **trois autres financés par BID Invest.**



De quels secteurs proviennent-elles ?

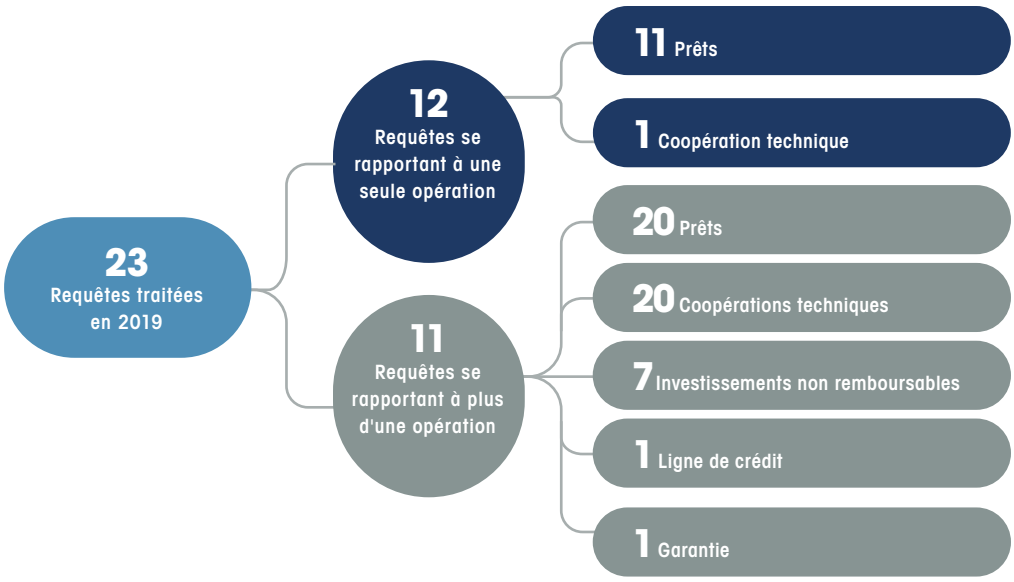
Les projets par type de secteur



Les requêtes se concentrent principalement dans les secteurs de **l'énergie (39 %),** des **transports (22 %),** de **l'eau et de l'assainissement (18 %) et du développement** urbain et des logements (13 %). Les projets d'infrastructures restent, avec de légères variations d'une année sur l'autre, les principales sources de préoccupation dans les communautés de la Région.

Quels sont les instruments financiers utilisés par le Groupe de la BID pour appuyer les projets ?

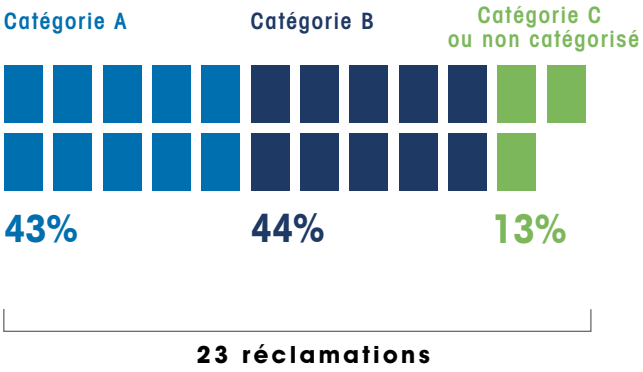
12 requêtes gérées au cours de 2019 se rapportaient à une seule opération et 11 requêtes se rapportaient à des projets financés par le Groupe de la BID par le biais de plusieurs instruments financiers.



Quelles sont les catégories environnementales ?

Parmi les requêtes traitées en 2019, **10 portaient sur des projets de catégorie A** ; **10 autres sur des projets de catégorie B ;** et **trois sur des projets de catégorie C** ou n'appartenant à aucune catégorie.

Catégorisation des opérations d'après leur impact



Source de tous les graphiques : MICI, système de gestion des requêtes

Catégorie A: Toutes les opérations susceptibles de causer des impacts environnementaux négatifs importants associés à des conséquences sociales ou ayant des incidences profondes pouvant affecter les ressources naturelles.

Catégorie B: Les opérations pouvant causer des impacts environnementaux négatifs localisés et à court terme, y compris des impacts sociaux associés, et pour lesquels on dispose de moyens d'atténuation efficaces.

Catégorie C: Les opérations qui n'entrainent pas d'impacts environnementaux négatifs, y compris les impacts sociaux associés, ou uniquement des impacts minimes.

Source : Politique d'environnement et respect des sauvegardes, BID.

Portefeuille des requêtes 2019

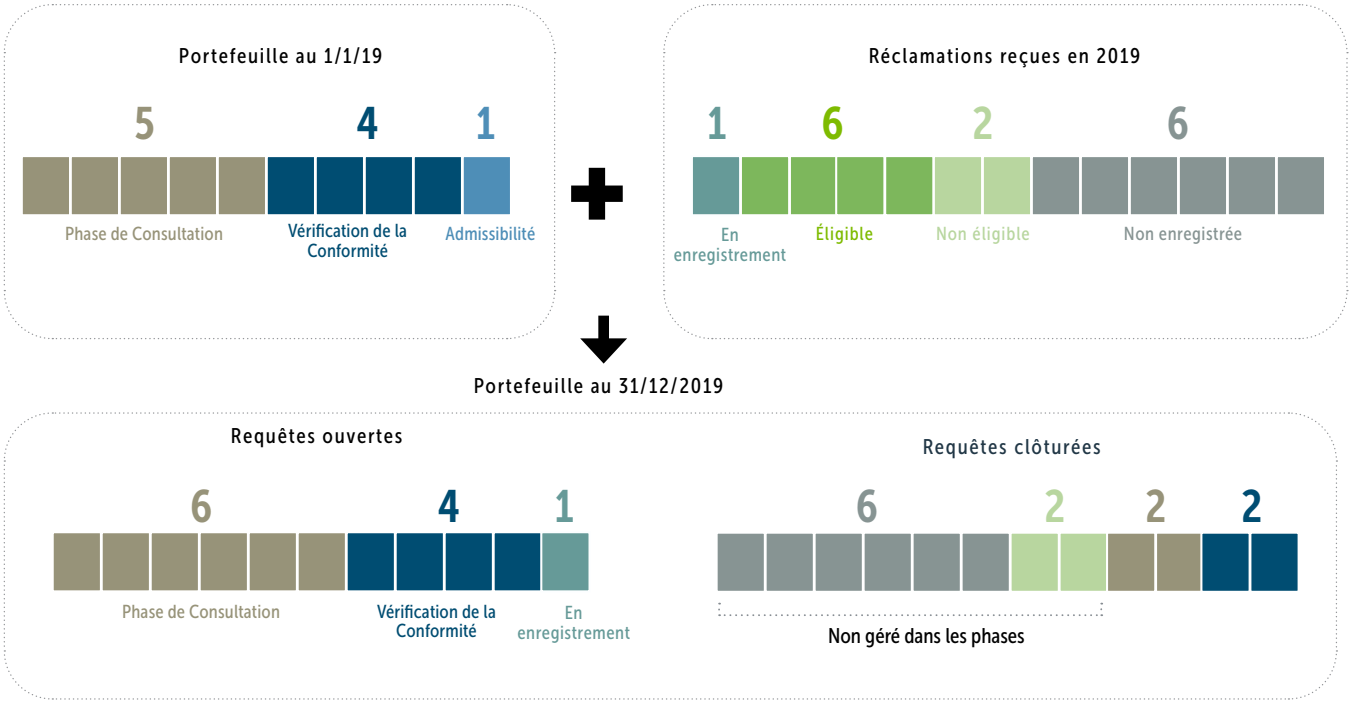
	Numéro de la requête	Nom	Pays	Numéro de projet
1	**MICI-BR-2011-019 (BR-MICI004-2011)**	Programme d'amélioration des quartiers Habitar Brasil	Brésil	BR0273
2	**MICI-PE-2015-0094**	Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terre rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3)	Pérou	PE-L1026
3	**MICI-BID-PR-2016-0101**	Réaménagement, Modernisation Métropolitaine des Transports Publics et Services Gouvernementaux - Requête II	Paraguay	PR-L1044
4	**MICI-BID-HA-2017-0114**	Programme d'Infrastructure Productive - Requête II	Haïti	HA-L1055
5	**MICI-BID-CH-2017-0115**	Projet Hydroélectrique Alto Maipo	Chili	CH-L1067
6	**MICI-BID-CR-2017-0125**	Projet Hydroélectrique Reventazón – Requête IV	Costa Rica	CR-L1049
7	**MICI-BID-EC-2018-0131**	Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique des zones touchées par le tremblement de terre en Équateur	Équateur	EC-L1219
8	**MICI-CII-CO-2018-0133**	Projet hydroélectrique d'Ituango	Colombie	CO-11794-04
9	**MICI-BID-CO-2018-0133**	Appui à la structuration du projet Central Hydroélectrique Ituango	Colombie	CO-T1250
10	**MICI-CII-GU-2018-0136**	Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A.	Guatemala	GU3794A-01, GU3798A-01
11	**MICI-BID-BA-2019-0140**	Programme d'évaluation et de gestion des risques côtiers	Barbade	BA-L1014
12	**MICI-BID-CH-2019-0141**	Projet Hydroélectrique Alto Maipo - Requête III	Chili	CH-L1067
13	**MICI-BID-BR-2019-0142**	Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos - Requête III	Brésil	BR-L1160
14	**MICI-BID-AR-2019-0143**	Plazalogística SA	Argentine	AR-L1132
15	**MICI-BID-AR-2019-0144**	Programme d'infrastructures de production et de tourisme pour la province de Rio Negro	Argentine	AR-L1106
16	**MICI-BID-EC-2019-0145**	Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique dans les zones touchées par le séisme en Équateur - Requete II	Équateur	EC-L1219
17	**MICI-BID-GY-2019-0146**	Programme d'amélioration de l'entreprise électrique	Guyane	GY-L1041
18	**MICI-BID-AR-2019-0147**	Programme environnemental d'assainissement de la Rio Reconquista – Requête II	Argentine	AR-L1121
19	**MICI-BID-AR-2019-0148**	Programme environnemental d'assainissement de la Rio Reconquista - Requête III	Argentine	AR-L1121
20	**MICI-BID-BR-2019-0149**	Projet Living City 2 - Revitalisation environnementale et urbaine de la municipalité de Joinville	Brésil	BR-L1405
21	**MICI-BID-AR-2019-0150**	Programme d'amélioration du chemin de fer General Roca - Ligne Constitución - La Plata	Argentine	AR-L1158
22	**MICI-BID-BR-2019-0151**	Programme d'assainissement intégré Maués - PROSAIMAUES	Brésil	BR-L1314
23	**MICI-CII-CO-2019-0152**	Route à Peáge Ruta del Cacao 4G	Colombie	12252-01

Requêtes liées aux projets de la BID **Requêtes liées aux projets de BID Invest**

San Carlos de Bariloche, Argentine.

La Gestion du MICI

Le portefeuille des requêtes 2019 était composé de **10 dossiers transférés de l'année précédente** et de **13 nouvelles requêtes reçues en cours d'année. Au 31 décembre, la gestion de 12 requêtes s'était conclue :** six à l'étape d'enregistrement, deux en admissibilité, deux en Phase de Consultation et deux en Phase de Vérification de la Conformité. Onze requêtes font encore l'objet d'une gestion active en vue d'un transfert en 2020 : huit se rapportant à des opérations de la BID et trois concernant des opérations de BID Invest.



Six des treize requêtes reçues par le MICI en 2019 ont été enregistrées, tandis que six autres ne remplissaient pas les exigences formelles pour leur enregistrement. Le 27 décembre, une dernière requête relative à une opération de BID Invest a été reçue et se trouvait à l'étape d'enregistrement à la fin de l'année.

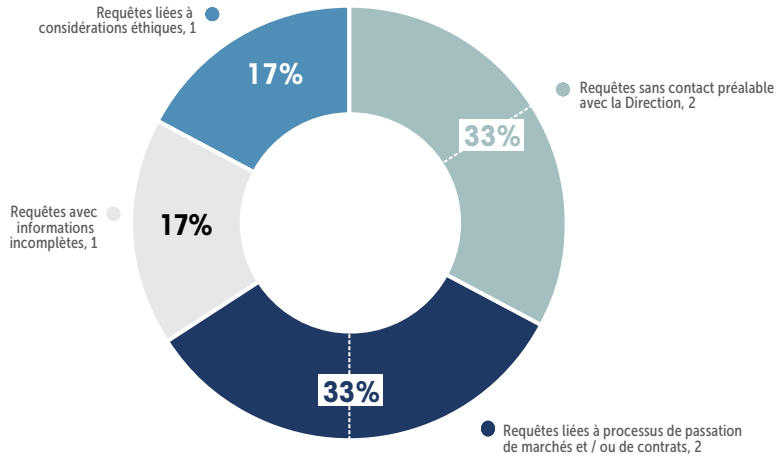
Requêtes non enregistrées

Trois requêtes se rapportaient à des questions ne relevant pas du champ d'action du MICI et ont été transférées respectivement aux Bureaux d'Éthique, des Achats et de l'Intégrité institutionnelle.

Dans deux requêtes, les requérants n'avaient eu aucun contact préalable avec la Direction par méconnaissance des moyens pour le faire et ne déclaraient pas craindre des représailles ; ils ont par conséquent été orientés vers la Direction en tant que première instance de résolution des préoccupations exposées.

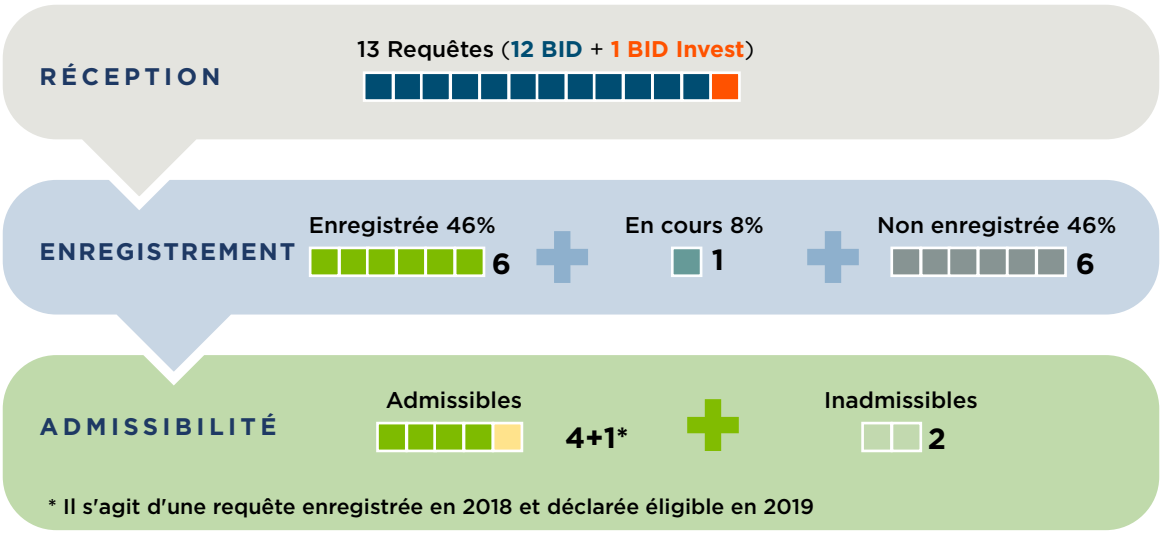
Une requête ne fournissait pas les informations complètes, et les exigences en matière d'informations pour son enregistrement n'ont pas été respectées après la prolongation de 10 jours ouvrables prévue dans la Politique du MICI.

Requêtes reçues en 2019: Raisons de non-enregistrement



Sept requêtes ont été gérées au total dans l'étape d'admissibilité : six reçues en 2019, à laquelle s'en est ajoutée une autre reçue en 2018 dont le processus d'admissibilité n'était pas terminé à la fin de cette année. Cinq d'entre elles ont été déclarées admissibles et les deux autres ont été déclarées inadmissibles.

Le processus de réception - enregistrement - admissibilité en 2019



À propos des deux requêtes déclarées inadmissibles

« Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo » (MICI-BID-CH-2019-0141)

Une requête se rapportant au projet financé par la BID a été déclarée inadmissible car, en cas de poursuite de la supervision de la conformité par la Direction du Groupe de la BID, le préjudice allégué ne présentait pas de « probabilité raisonnable de se produire ». Par ailleurs, sur la base des informations reçues de la part des Requérants, les droits d'usage de l'eau n'auraient pas été affectés. Enfin, la question soulevée dans la Requête faisait l'objet d'une procédure judiciaire en cours, ce qui excluait la possibilité d'une action du MICI.

« Programme d'assainissement intégré de Maués – PROSAIMAUES » (MICI-BID-BR-2019-0151)

Une requête se rapportant à ce programme financé par la BID a été déclarée inadmissible, car la question abordée dans la Requête faisait l'objet d'une procédure judiciaire en cours.

Missions d'admissibilité

En 2019, le MICI a mené trois missions d'admissibilité. La première, portant sur une requête (MICI-CII-GU-2018-0136) déposée par des groupes indigènes du Guatemala dans le cadre du financement par BID Invest de deux projets hydroélectriques, Generadora San Mateo S.A (GSM ou Pojom II) et Generadora San Andrés S.A. (GSA ou Yahuiltz), actuellement en construction, situés dans la zone d'Ixquisis, une petite localité de la municipalité de San Mateo Ixtatán, dans le département de Huehuetenango, au nord-ouest du Guatemala, à environ 3 km de la frontière avec le Mexique et 438 km de la ville de Guatemala.

Les deux autres missions d'admissibilité ont été effectuées en avril et en juin en Argentine en lien avec trois requêtes se rapportant à des opérations de la BID :

La première mission s'est déroulée en avril pour évaluer l'admissibilité de la requête déposée par 149 commerçants de la rue Mitre à San Carlos de Bariloche en lien avec le « Programme d'infrastructures de production et de tourisme pour la Province de Río Negro » (MICI-BID-AR-2019-0144). Au cours de sa visite, l'équipe MICI a rencontré le groupe de requérants, les autorités municipales et les représentants de l'agence d'Exécution, et a visité la zone du projet.

La seconde mission d'admissibilité en Argentine a eu lieu en juillet pour évaluer deux requêtes : l'une se rapportant au « Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista » (MICI-BID-AR-2019-0148), et l'autre concernant le « Projet d'amélioration intégrale du chemin de fer General Roca : tronçon Constitución - La Plata » (MICI-BID-AR-2019-0150). Pour le premier cas, le MICI a visité, en compagnie des requérants, les bassins supérieur, moyen et inférieur de la rivière Reconquista pour prendre directement connaissance de la situation environnementale et a également eu des réunions avec des fonctionnaires de l'agence d'Exécution et de la BID à Buenos Aires. Dans le second cas, la visite a conduit le MICI dans la ville de La Plata, où il a également parcouru une partie de la ligne ferroviaire et s'est entretenu avec les différentes parties intéressées.

La mission au Guatemala a nécessité de se déplacer vers les populations des zones reculées.

L'équipe MICI a visité les bassins supérieur, moyen et inférieur de la rivière Reconquista.

La rue Mitre est l'une des principales avenues commerciales et touristiques de Bariloche.

La volonté des Parties d'explorer des solutions durables était essentielle pour parvenir à des accords réussis.

SUCCÈS EN 2019

3 accords signés : un en Équateur et deux en Argentine. Tous se trouvent actuellement en étape de suivi.

2 dossiers conclus avec succès au terme de l'étape de suivi.

La Phase de Consultation a géré un total de neuf requêtes : cinq transférées des années précédentes et quatre reçues au cours de l'année 2019. Tous sont liés à des projets financés par la BID.

Accords

Le processus de résolution des conflits du MICI a permis en 2019 d'obtenir un accord entre les parties pour trois requêtes : la première se rapportant au « Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique des zones touchées par le tremblement de terre en Équateur » (MICI-BID-EC-2018-0131), la deuxième sur le « Programme d'infrastructures de production et de tourisme pour la Province de Río Negro », à Bariloche en Argentine (MICI-BID-AR-2019-0144), et la troisième en lien avec le « Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista » (MICI-BID-AR-2019-0148). Il faut souligner en particulier que, dans les trois dossiers, le dynamisme des processus de dialogue a permis d'obtenir des accords dans un délai inférieur à celui prévu dans la Politique du MICI (voir encadré « Flexibilité : un facteur clé pour la résolution des conflits »). Dans le même temps, le processus de dialogue se poursuit pour le dossier (MICI-BID-AR-2019-0150) se rapportant au « Projet d'amélioration intégrale du chemin de fer General Roca : tronçon Constitución – La Plata ».

Suivis

À la fin de l'année, les dossiers se rapportant au Projet Habitar Brasil (MICI-BR-2011-019) et au « Projet hydroélectrique Reventazón » au Costa Rica (MICI-BID-CR-2017-0125) s'étaient conclus avec succès, tandis que se poursuivait le suivi des accords du dossier « Émission de titres de propriété rurale et projet de registre foncier au Pérou - Troisième phase (PTRT-3) » (MICI-PE-2015-0094) et de la requête portant sur le « Programme d'infrastructure productive » et sur d'autres programmes liés dans la zone de Caracol, à Haïti (MICI-BID-HA-2017-0114).

Requête transférée après l'évaluation

Enfin, la Phase de Consultation a également géré la requête se rapportant au « Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos » (MICI-BID-BR-2019-0142), pour laquelle il a été déterminé lors de l'étape d'évaluation que les conditions pour ouvrir un processus de dialogue n'étaient pas réunies et qui a été transférée à la Phase de Vérification de la Conformité.

Phase de Consultation

2 requêtes clôturés avec succès
3 accords obtenus, en suivi
1 en cours de Consultation
2 en suivi (commencé les années précédentes)
1 transféré à la phase de Vérification de la Conformité

Dans la requête concernant la rivière Reconquista, un accord a été obtenu après deux jours de négociation.

Flexibilité : un facteur clé pour la résolution des conflits

Deux principes clés définissent le processus de résolution des différends du MICI : son caractère volontaire et sa flexibilité. Cette flexibilité a été la principale caractéristique de la gestion de la Phase de Consultation et a démontré l'importance d'adapter les délais et les formats aux besoins concrets de chaque dossier.

Ainsi, dans le dossier déposé par des commerçants de la rue Mitre à Bariloche (Argentine), compte tenu de l'avancement des travaux et de l'importance de trouver une solution avant la saison touristique, l'équipe du MICI a estimé nécessaire de mener à bien le processus de dialogue avec la plus grande célérité. Grâce aux informations recueillies pendant la mission d'admissibilité, il s'est avéré possible d'accélérer le processus d'évaluation pour déterminer la volonté et l'engagement des Parties à participer à un processus de Phase de Consultation en deux sessions intensives. La gestion des délais et le soutien du facilitateur local, conjugués à la volonté de toutes les Parties de trouver une solution aux problèmes soulevés, ont permis d'obtenir un accord rapidement.

Dans les deux autres dossiers en Argentine, le processus électoral représentait un risque pour la participation des Parties à un dialogue ; il a par conséquent été proposé de programmer les premières sessions du processus afin que les changements induits par l'élection n'aient pas d'incidence sur l'obtention des accords.

Dans ces dossiers, comme dans tous ceux gérés par le MICI, l'analyse du contexte dans lequel se déroulent les processus de Phase de Consultation est fondamentale pour proposer des solutions alternatives aux Parties.

Le contexte local, la position des requérants et l'état d'exécution des projets sont des aspects clés que le MICI analyse pour adapter le processus de la phase de consultation aux besoins de chaque cas.

SUCCÈS EN 2019

4 recommandations d'investigation présentées et approuvées par les Conseils d'administration de la BID et de BID Invest : deux conseillaient d'enquêter et deux recommandaient de ne pas enquêter.

2 investigations ouvertes en lien avec des opérations de BID Invest.

1 investigation terminée et le brouillon est soumis aux commentaires de la Direction.

1 dossier est en attente de suivi.

En 2019, la Phase de Vérification de la Conformité a géré un total de six dossiers : quatre déjà en gestion les années précédentes et deux transférés au cours de l'année. Deux correspondent à des projets financés par BID Invest et quatre correspondent à des projets financés par la BID.

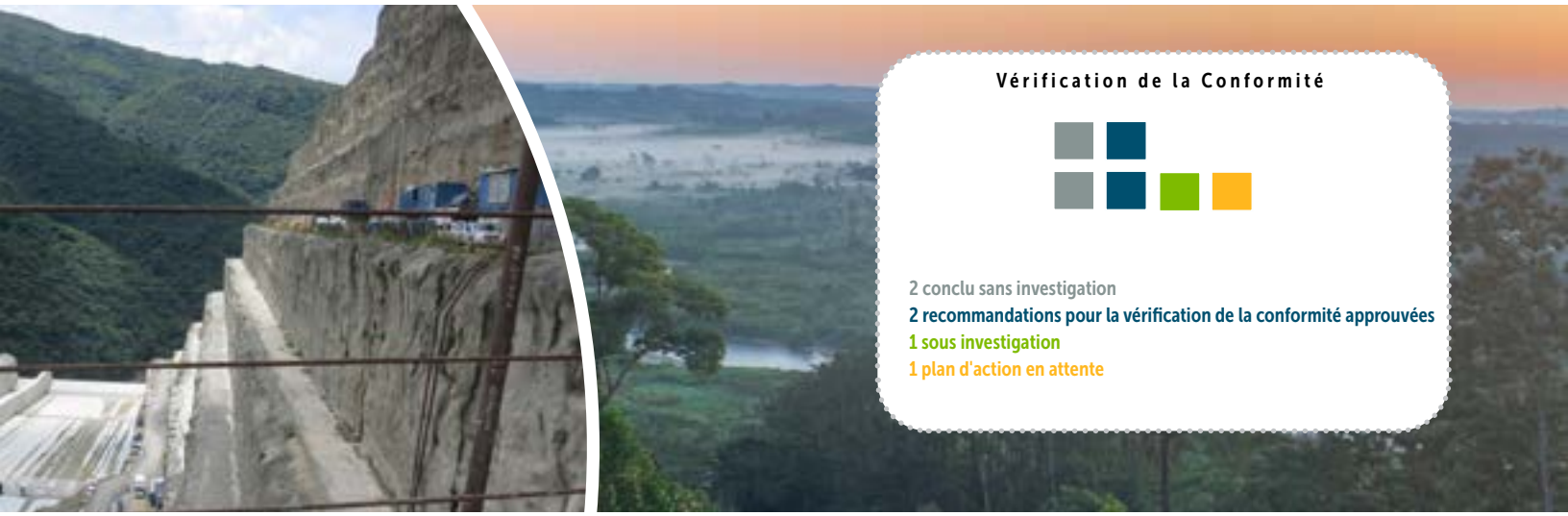
À propos des opérations de BID Invest

Centrale San Mateo et San Andrés (MICI-CII-GU-2018-0136).

Cette requête a été déposée par des communautés indigènes de la zone nord de Huehuetenango, au Guatemala, dont l'identité est tenue confidentielle par crainte de représailles. Les allégations de préjudice concernent des questions environnementales, sociales et de genre en lien avec un projet de construction et d'exploitation de deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau financées par BID Invest. En mai 2019, le Conseil d'administration a approuvé l'investigation, qui se poursuivait à la fin de l'année.

Centrale hydroélectrique Ituango (MICI-CII-CO-2018-0133).

Cette requête a été déposée par 480 résidents de huit municipalités du département d'Antioquia, Colombie, qui ont également déclaré au MICI craindre des représailles, mais n'ont pas demandé la confidentialité. La requête porte sur le projet de construction de la plus grande centrale hydroélectrique d'Amérique latine dans le canyon de la rivière Cauca. Les allégations de préjudice concernent des répercussions sur les activités de subsistance des requérants, la violence et des impacts en matière de genre. Il est également allégué que l'évaluation de la zone d'impact direct et l'évaluation des risques de catastrophes naturelles n'ont pas été correctement réalisées. En octobre 2019, le Conseil d'administration a approuvé l'investigation, qui débutera au premier trimestre 2020.



Vérification de la Conformité

2 conclu sans investigation
2 recommandations pour la vérification de la conformité approuvées
1 sous investigation
1 plan d'action en attente

Investigations du MICI : chercher à assurer la durabilité

Les investigations de conformité de MICI vont au-delà de l'examen d'un accomplissement par simple accomplissement : ils ont pour objectif de s'assurer que le financement fourni par le Groupe de la BID favorise le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes et, de cette manière, améliore la vie de la population de la région.

La portée de l'investigation est donnée par les allégations de dommages réels ou potentiels allégué par les communautés affectées par un projet financé par le Groupe et se concentre sur le respect des exigences environnementales, sociales et de divulgation des informations obligatoires pour chaque opération financée par le Groupe. La méthodologie d'enquête solide comprend l'examen des documents, la collecte de témoignages et une visite sur place, menée par une équipe de recherche dirigée par MICI et composée de deux ou plusieurs experts indépendants (voir la liste d'experts) qui soutiennent MICI sur le plan technique, compte tenu de la diversité des secteurs et des thèmes que couvre notre travail.

Le produit final : un rapport public rendant compte des actions ou omissions de la Banque, leur lien avec les dommages allégués, et des recommandations pour y remédier et revenir à la conformité.

Entretiens avec les requérants du projet Métrobus à Asuncion, Paraguay.

Au Guatemala, l'équipe de Vérification de la Conformité a tenu plus de 50 réunions avec près de 500 personnes, la plupart dans des communautés dispersées d'accès difficile.

À propos des opérations de la BID

Appui à la structuration du projet hydroélectrique Ituango (MICI-BID-CO-2018-0133).

La requête se rapportant à la Centrale hydroélectrique Ituango porte également sur une coopération technique financée par la BID pour réaliser différentes études techniques durant l'étape de préparation du projet. Dans ce dossier, il a été recommandé de ne pas démarrer d'investigations spécifique sur la coopération technique, car il a été considéré que tout manquement ou préjudice potentiel découlant de celle-ci serait examiné dans l'investigation sur l'opération de financement par BID Invest.

Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos - Requête III (MICI-BID-BR-2019-0142).

La requête concerne la construction de l'« Arco de Inovação (Ponte Estaiada) » dans la ville de São José dos Campos. Le MICI a recommandé de ne pas démarrer d'investigation sur cette requête après que la BID a confirmé à la municipalité qu'elle ne financerait pas le projet, car l'exécution des travaux avait commencé sans avoir respecté les Directives B.5 et B.6 (évaluation environnementale et consultations).

Nouveau registre d'experts

Lancé en septembre 2018, le processus de renouvellement du registre d'experts de la Phase de Vérification de la Conformité s'est achevé en mai dernier. Le registre est composé de 12 membres qui possèdent une solide expérience technique et une grande connaissance du fonctionnement des organismes multilatéraux et du cadre des sauvegardes environnementales et sociales du Groupe de la BID. Le registre compte sept experts environnementaux et cinq experts sociaux ayant une expérience dans des domaines tels que la géologie, la gestion des ressources hydriques, l'évaluation des impacts et la réinstallation, ou la gestion des situations de conflit. Sept des experts sont originaires de la région (Argentine, Brésil, Chili et Venezuela), trois sont européens (Allemagne, Espagne et France) et deux sont canadiens.

Le registre permet à la Phase de Vérification de la Conformité de disposer d'une liste d'experts qui peuvent rejoindre immédiatement une équipe d'investigation, en fonction de leur domaine d'expérience professionnelle et des besoins du dossier.

Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo (MICI-BID-CH-2017-0115).

Dans la requête, des communautés de la zone du Cajón de Maipo, au Chili, font valoir que la construction et l'exploitation d'une centrale hydroélectrique au fil de l'eau construite par la division secteur privé de la BID génère des préjudices sur l'environnement, sur la sécurité routière et des impacts en matière de genre. BID Invest n'administre pas ce financement à l'heure actuelle. La centrale hydroélectrique prévoit la construction d'un tunnel de plus de 70 kilomètres sous la cordillère des Andes. En 2019, l'investigation a été menée en étroite collaboration avec le Bureau du Conseiller-médiateur (CAO, selon son sigle en anglais) de la Société financière internationale (SFI), car la SFI finançait ce projet et son mécanisme a également reçu une requête similaire à celle déposée auprès du MICI. Une version préliminaire du rapport a été envoyée pour commentaires à la Direction en fin d'année et le rapport final devrait être soumis au Conseil d'administration de la BID au premier trimestre 2020.

Projet « Réaménagement du centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux » (MICI-BID-PR-2016-0101).

Le rapport de vérification de la Conformité portant sur ce dossier a été approuvé par le Conseil d'administration fin 2018 et la Direction devait encore mettre en œuvre un plan d'action pour appliquer les recommandations formulées par le MICI. Cependant, en 2019, le Gouvernement du Paraguay a décidé d'apporter des changements au projet de transports publics et il s'avère impossible d'élaborer un plan d'action tant que ces modifications ne se concrétisent pas.

Bassin de la rivière Cauca, dans le département d'Antioquia, Colombie.

Promotion de l'accès

La Barbade a accueilli le premier atelier avec la société civile organisé par le MICI dans la région des Caraïbes.

En 2019, le MICI a organisé plus de **12 événements virtuels et en présentiel ouverts à des personnes externes** dans différents pays de la région et a **participé à 16 événements organisés par d'autres entités.** Toutes ces actions, combinées à 18 activités destinées aux fonctionnaires du Groupe de la BID, **ont permis de toucher plus de 2000 personnes dans la région.**

L'accessibilité est un aspect fondamental, car nous ne pouvons pas servir l'intérêt des communautés de notre région si elles ne connaissent pas notre existence ou si des obstacles entravent l'accès des personnes touchées ou susceptibles d'être touchées par des projets financés par le Groupe de la BID. Afin que nous puissions remplir correctement notre mandat, il est donc essentiel que nous fassions connaître les processus du MICI et son domaine de compétence au sein de la société civile et des autres organisations d'Amérique latine et des Caraïbes.

La promotion de l'accès demeure un défi pour le MICI, non seulement pour que ceux qui en ont besoin connaissent l'existence du mécanisme et ce qu'ils peuvent en attendre, mais aussi pour que les communautés sachent qui finance les projets et quelles obligations environnementales, sociales et de diffusion d'informations doivent être respectées pour assurer la durabilité de l'opération.

Dans ce contexte, la stratégie de diffusion externe a évolué, et au lien continu avec des organisations de la société civile se sont ajoutées des actions visant à identifier et à se rapprocher des organismes et des professionnels dont les mandats et intérêts sont similaires à ceux du MICI.

La réunion avec la société civile en Argentine a été coorganisée avec le Réseau Argentin de Coopération Internationale (RACI).

Le Guide de la gestion des représailles a également été présenté aux OSC travaillant dans la région.

Rencontres avec des organisations de la société civile

Nous devons impérativement faire connaître les processus du MICI et son domaine de compétence au sein de la société civile et d'autres organisations d'Amérique latine et des Caraïbes œuvrant pour la défense des droits sociaux et environnementaux afin de remplir correctement notre mandat. À l'instar des années précédentes, le MICI a maintenu un contact étroit avec les organisations qui travaillent dans la région par le biais de réunions virtuelles et en présentiel organisées à Washington DC ou dans les pays. En 2019, un premier atelier a été organisé avec la société civile dans les Caraïbes, plus précisément à la Barbade.

Petits-déjeuners stratégiques et participation à des événements thématiques pertinents

À la faveur de missions sur le terrain dans le cadre de différents dossiers, des rencontres ont eu lieu avec des acteurs stratégiques du Costa Rica et de l'Équateur : ce format permet d'établir des relations avec des professionnels reconnus dans différents domaines qui aident à mieux cerner la réalité de chaque pays et font connaître le travail du MICI au niveau local.

Le MICI a participé au premier Congrès américain de médiation qui s'est déroulé à Corrientes, en Argentine.

À l'invitation du Secrétariat de la justice et des méthodes alternatives de résolution des conflits du gouvernement de Salta, en Argentine, le MICI a participé à une discussion avec près de 90 médiateurs de la province pour faire connaître le champ d'action du MICI en matière de résolution des conflits et présenter divers cas d'étude.

Principes directeurs relatifs aux entreprises et droits de l'homme

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme définissent les mécanismes de réclamation non étatiques comme étant des éléments fondamentaux des systèmes de réparation en cas de violation des droits humains dans toutes les activités des entreprises. Ce cadre des Nations Unies destiné à « protéger, respecter et réparer » enjoint les mécanismes non étatiques à travailler de façon plus efficace en vertu notamment des principes d'équité, d'accessibilité, de transparence et de prévisibilité, et en particulier dans les zones touchées par des conflits où le risque de violations graves des droits humains est plus élevé.

En novembre, la coordinatrice de la phase de Vérification de la Conformité, Arantxa Villanueva, a participé au « Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme » à Genève, en Suisse.

Conscient de la pertinence de ces principes, le MICI a participé tout au long de l'année à diverses réunions virtuelles et en présentiel, comme la IVe Consultation régionale sur les entreprises et les droits humains (Santiago du Chili), un séminaire intitulé « Conduite professionnelle responsable et mécanismes de réclamation en cas de violations des droits humains par les entreprises » (Honduras), un atelier international sur les mécanismes et méthodes appropriés d'accès à la justice pour la mise en œuvre du 3e pilier des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme en Argentine, et le Forum des Nations Unies sur les droits humains.

Troisième édition du Forum du Système interaméricain des droits de la personne

Dans le cadre de la troisième édition du Forum du Système interaméricain des droits de la personne, qui a eu lieu à Quito, en Équateur, le MICI a coorganisé une conférence intitulée « L'action du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation du Groupe de la BID en tant qu'instance de protection des droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Cette discussion a été coorganisée avec ECOLEX – service d'information sur la gestion et le droit de l'environnement – et la CEDENMA – coordinatrice équatorienne des organisations de défense de la nature et de l'environnement –, avec la participation de Jairo Cantincús, président de la Fédération des centres Awa de l'Équateur, et Juan Dumas, expert international en facilitation et résolution des conflits et membre de la Liste d'experts en facilitation du MICI.

Cet événement a permis d'analyser plusieurs aspects, tels que le rôle des mécanismes non judiciaires de résolution dans la protection des droits humains dans le cadre des projets de développement ; la complémentarité des IAM et d'autres instances et organisations de la société civile ; ou l'expérience de ces instruments dans la diminution des conflits sociaux et environnementaux lors de la réalisation de projets énergétiques, de transport et d'infrastructure.

Le Président de la Fédération des Centres Awa de l'Equateur lors de son discours à la session MICI du Troisième Forum SIDH.

Les séances de liaison avec les peuples autochtones sont une priorité pour le MICI. En image, rencontre avec des représentants du Conseil des organisations autochtones de Jujuy, en Argentine.

Le MICI a participé au Forum permanent des Nations Unies sur les affaires autochtones, à New York.

Diffusion interne

Une partie des efforts déployés par le MICI pour renforcer la mise en œuvre de les normes sociales et environnementales du Groupe de la BID implique de travailler d'une manière coordonnée avec les équipes de projet de la Banque et de BID Invest. En 2019, le MICI a participé à 11 réunions de présentation aux nouveaux fonctionnaires, à des ateliers d'information avec le Conseil d'administration et à des ateliers thématiques avec des divisions spécifiques, comme l'Unité des Sauvegardes Environnementales et Sociales (ESG) ou le bureau de l'auditeur (AUG).

Dans le cadre des efforts fournis en 2019 en matière de communication interne, il convient également de souligner le lancement d'un nouvel intranet, accessible à tous les employés du Groupe de la BID, qui contient des informations précises pour répondre à leurs questions sur le MICI et les documents de référence les plus importants dont ils ont besoin pour interagir avec le Mécanisme.

Travail avec les équipes de la BID dans chaque pays

Les équipes de projet de la BID dans la région sont un élément indispensable pour le MICI et c'est pourquoi la majorité des activités de diffusion interne sont transmises aux bureaux des pays. En outre, le MICI s'efforce d'organiser des réunions avec les équipes locales à l'occasion des missions. Cette année, des réunions en présentiel ont eu lieu à la Barbade, en Équateur et au Guatemala.

Groupe Consultatif Externe

Le Groupe Consultatif Externe (GCE) s'est réuni en mai à Washington DC. Le GCE est le comité de conseillers externes du MICI qui, à titre bénévole, contribue à améliorer la gestion du MICI en matière d'accès, d'apprentissage, de transparence et d'efficacité. En 2020, après trois années d'existence, le GCE produira une note concernant son expérience et la valeur ajoutée qu'il a apportée au Mécanisme en tant que groupe consultatif externe.

MICI RÉFLEXIONS

Une grande partie des actions de promotion de l'accès et des actions de sensibilisation interne se sont articulées autour des publications du programme Réflexions du MICI qui permettent depuis 2018 d'établir un dialogue enrichissant avec tous nos homologues — aussi bien internes qu'externes — à partir de la systématisation des leçons du MICI en matière de gestion.

Phase de Consultation : neuf années d'expérience en matière de résolution des conflits

En mai, la première version d'un document de réflexion sur les neuf années d'expérience du MICI en matière de résolution des conflits a été présentée. Conformément au format et à la philosophie du programme de Réflexions institutionnelles, cette présentation a eu lieu à l'occasion d'une discussion destinée à susciter un débat pour renforcer l'institution à partir de l'apprentissage et de l'approfondissement des thèmes abordés. Ce débat et les différentes présentations du contenu à l'intérieur et à l'extérieur de la Banque ont permis d'enrichir la publication de commentaires précieux et d'élargir la réflexion à de nouveaux espaces.

Afin de favoriser un débat nourri par des points de vue variés, il a été envisagé lors d'une séance de réflexion de solliciter la participation de Carlos Echevarría, principal spécialiste de la Division de l'énergie de la BID, et de Juan Dumas, membre de la Liste d'experts en facilitation de la Phase de Consultation.

Le rôle du MICI dans la promotion d'un accès sûr au Mécanisme

Le travail du MICI ne peut être compris que dans une perspective de durabilité environnementale et sociale du développement se concentrant sur le bien-être des êtres humains, conformément à la mission du Groupe de la BID qui consiste à améliorer la vie. Le Mécanisme offre la possibilité d'écouter les préoccupations des communautés potentiellement touchées par des projets financés par le Groupe, de les canaliser et, éventuellement, de remédier aux possibles violations de leurs droits dans le but ultime d'appliquer de manière plus efficace les normes environnementales et sociales définies dans les politiques de la BID.

Ces dernières années, les aspects liés à la prévention des représailles contre les défenseurs des droits humains ont pris une place de plus en plus importante dans les efforts du MICI, et ce, pour différentes raisons. Cela s'explique en premier lieu par des références de plus en plus fréquentes à des attaques et menaces reçues par nos requérants. En deuxième lieu, on observe dans la région un nombre croissant de preuves qui démontrent la multiplication des situations de représailles ou des menaces à l'encontre de personnes et d'organisations défendant leurs droits. Dans ce contexte, le MICI a également constaté que les institutions financières internationales connaissaient mal cette problématique et ne disposaient pas de tous les outils et toutes les stratégies nécessaires pour traiter correctement ces situations.

En 2019, le MICI a articulé ses efforts en matière de défense et promotion des droits humains autour de deux axes majeurs : la prise en compte du risque de représailles et le cadre volontaire de gestion des Nations Unies relatif aux entreprises et aux droits de l'homme.

Représailles : tolérance zéro

Il a été constaté au cours des dernières années une augmentation du nombre de menaces, d'intimidations, de cas de harcèlement et d'autres formes de représailles contre les personnes et organisations ayant présenté des requêtes auprès de mécanismes indépendants de reddition des comptes (IAM, selon leur sigle en anglais). Dans ce contexte, et compte tenu de l'absence d'orientations dans les procédures de la majorité des IAM, le MICI a chargé Tove Holmström, consultante indépendante et ancienne membre du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, d'élaborer un manuel d'orientation présentant différents outils permettant d'identifier et de résoudre les situations de risque de représailles dans le cadre de la gestion des dossiers. Ce document a été publié en accès libre en janvier 2019 à l'occasion du 10e anniversaire du Mécanisme de traitement des plaintes de la Banque européenne d'investissement ; diverses activités de diffusion aussi bien destinées à la société civile qu'aux fonctionnaires du Groupe de la BID et d'autres institutions financières internationales ont été menées tout au long de l'année.

Le Guide a généré un dialogue enrichissant avec les organisations de la société civile et d'autres mécanismes de reddition des comptes, sur la façon de gérer le risque de représailles dans les cas traités par les IAMS, ainsi que dans le cadre d'opérations financées par les IFI.

Téléchargez le Guide
https://www.iadb.org/fr/mici/publications-mici

Plus de 40 représentants d'institutions de financement internationales, d'organismes indépendants de reddition des comptes et d'organisations de la société civile ont participé à la table ronde organisée par le MICI avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, sur la gestion des représailles dans le cadre du financement de projets de développement.

De gauche à droite, Arantxa Villanueva, coordinatrice de la phase de Vérification de la Conformité ; Michelle Bachelet, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ; Victoria Márquez-Mees, directrice du MICI ; et Gaston Aín, coordinateur de la Phase de Consultation, qui a modéré le débat.

Mettre la barre plus haut

Outre l'élaboration d'outils et de lignes directrices, le MICI s'est attaché à promouvoir la culture du respect des droits humains et la sécurité communautaire dans le cadre du financement du développement. Ces efforts ont impliqué l'organisation d'une table ronde sur les mesures que les institutions financières internationales peuvent adopter pour éviter les situations de risque de représailles contre des communautés. À l'occasion de cette table ronde, le MICI a eu l'honneur d'accueillir la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet. Plusieurs points ont été soulevés lors de cette réunion privée, notamment la nécessité d'identifier à temps les risques possibles de violation des droits humains découlant de projets de développement, de mettre en œuvre des mesures pour protéger les requérants et de promouvoir le respect des droits humains dans les sauvegardes environnementales et sociales dans le cadre du processus d'identification, de préparation et de supervision des opérations de financement. Les répercussions de l'accord d'Escazú, premier traité pour la protection de l'environnement à prévoir une mesure visant à protéger les défenseurs des droits humains et environnementaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, ont également été soulignées.

Actions proactives et systématiques pour promouvoir un accès sûr au Mécanisme

En 2019, le MICI a également transposé les leçons en matière de gestion des dossiers comportant un risque de représailles dans ses Lignes directrices opérationnelles. Ces Lignes directrices visent à faciliter l'application efficace des Politiques MICI-BID et MICI-CII lorsque les requérants, leurs familles, leurs associés ou le personnel d'appui à la gestion des dossiers signalent un risque de représailles découlant du recours au Mécanisme ou en cas de risques préexistants susceptibles de s'aggraver. Ces Lignes directrices influent également sur toutes les activités de diffusion ou de formation organisées par le MICI dans les régions ou zones associées à des risques de représailles.

Elles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2020.

La gestion en 2019, au cas par cas

Purmamarca, province de Jujuy, Argentine.

Programme d'amélioration des quartiers Habitar Brasil

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Conclu	—

LE PROJET

Pays :
Brésil

Secteur :
Développement urbain et logements

Numéro de projet :
BR0273

Financement de la BID :
USD 250 000 000

Catégorie environnementale :
Non disponible

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
10 juin 2011

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BR-2011-019
(BR-MICI004-2011)

Le Projet

La BID soutient un programme intégral de bonification des quartiers mis en place par la municipalité de São José dos Campos, Brésil, en vue d'améliorer la qualité de vie des familles à faibles revenus dans les zones métropolitaines. Le programme comprend des actions dans les domaines de l'assainissement, l'éducation, la santé, le ramassage des déchets solides et les améliorations à l'environnement. Cette opération de prêt avec garantie souveraine a été approuvée en 1998.

La Requête

La Requête a été présentée par la Centrale de mouvements populaires au nom d'un groupe de familles de la communauté de Vila Nova Tatetuba à São José dos Campos qui n'ont pas accepté cette alternative de réinstallation dans le cadre du Programme Habitar. Les familles alléguaient des répercussions économiques et sociales négatives sur leur mode de vie. Depuis janvier 2004, ces familles occupent un entrepôt de gare abandonné dans des conditions précaires. Les familles exigent également une compensation économique pour la perte de leur mobilier.

Gestion en 2019

Dans le cadre du suivi des accords, le MICI a réalisé une mission au mois de mai, dans la ville de Sao José dos Campos, pour travailler avec l'administration municipale et les représentants des familles requérantes concernant un plan de clôture de dossier, lequel prévoyait les activités à mener afin d'officialiser la propriété des familles. Outre le suivi ponctuel de l'échéancier défini, le MICI a analysé des alternatives permettant de garantir l'exécution de l'accord avant le départ du MICI en décembre 2019, à savoir à la fin de la période maximale de suivi.

Les points marquants

En 2019, dans le cadre du suivi, les démarches ont porté sur les améliorations aux logements telles que prévues dans l'accord et l'identification d'une voie qui permettrait l'officialisation de la propriété des logements. À la fin de la période de suivi du MICI, en décembre 2019, des mécanismes locaux ont été mis en place, afin de garantir le respect de ce dernier engagement. Dans la mesure où la mission de clôture prévue pour décembre n'a pas pu être menée à son terme, cette dernière sera exécutée en janvier 2020 marquant la clôture de la gestion du dossier.

Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terre rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3)

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—

Le Projet

La BID appuie un projet par le biais d'un prêt avec garantie souveraine, qui constitue une troisième étape d'appui au Projet spécial de cadastre et enregistrement foncier des terres rurales (PETT) pour attribuer des titres de propriété et un cadastre des exploitations rurales, en particulier sur la côte et dans les zones de montagne du Pérou. Cette troisième étape renforcera les missions entreprises dans la deuxième étape, en ce qui concerne l'enregistrement des terrains, et l'attribution des titres de propriété des communautés paysannes et indigènes, ainsi que les activités destinées à assurer la durabilité du cadastre rural. L'opération prévoit l'exécution de quatre volets : (1) cadastre, titres de propriété et registre des terres ; (2) renforcement institutionnel ; (3) services d'administration des terres ; et (4) direction, administration et supervision.

La Requête

L'*Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* (AIDESEP), au nom de 1166 communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne avec neuf organisations indigènes régionales, affirme que l'exécution du projet entrainera des dommages irréparables aux Peuples Indigènes de l'Amazonie péruvienne. Concrètement, les Requérants considèrent que le projet portera atteinte à leurs droits à la propriété et à l'exploitation des territoires ancestraux en attribuant d'abord les titres de propriété aux colons. Ils indiquent en outre que le projet causera des dommages environnementaux et socioéconomiques, comme la déforestation de terres ancestrales, la dégradation des écosystèmes et la perte des moyens de subsistance des peuples indigènes. Selon les Requérants, ces dommages peuvent être dus au non-respect des Politiques Opérationnelles sur l'Environnement et le Respect des Sauvegardes (OP-703) et des Peuples Indigènes (OP-765).

Gestion en 2019

Au cours de l'année 2019, 3 réunions du Comité de Suivi des Accords, dans le cadre du MICI, ont eu lieu avec la participation de représentants de la BID, de l'AIDESEP et de l'UEGPS. De même, le Mécanisme a organisé des réunions bilatérales virtuelles afin d'appuyer l'exécution des activités convenues.

Les points marquants

Le Mécanisme a rédigé le second rapport de suivi, lequel a mis en évidence l'absence de progrès concernant le point central de l'accord, à savoir l'attribution de titres de propriété à 403 communautés autochtones. Fin 2019, aucune communauté n'a reçu un quelconque titre. Les retards cumulés dans l'exécution du projet et, par conséquent, dans la réalisation de progrès concernant les engagements pris ont contribué à détériorer la confiance entre les Parties.

En revanche, des progrès ont été réalisés sur d'autres engagements : des membres des communautés ont été intégrés aux équipes de travail, les contrats passés avec les cabinets de conseil en charge de l'attribution des titres de propriété ont été portés à la connaissance des requérants et les réunions de comité se sont tenues durant l'année, afin d'aborder les défis de la mise en œuvre.

LE PROJET

Pays :
Pérou

Secteur :
Agriculture et développement rural

Numéro de projet :
PE-L1026

Financement de la BID :
USD 40 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
27 août 2015

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-PE-2015-0094

Réaménagement, Modernisation Métropolitaine des Transports Publics et Services Gouvernementaux - Requête II

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Non réalisable	En cours

LE PROJET

Pays :
Paraguay

Secteur :
Transports

Numéro de projet :
PR-L1044

Financement de la BID :
USD 125 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
17 mai 2016

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-PR-2016-0101

Le Projet

La BID soutient l'aménagement et l'amélioration de l'infrastructure urbaine et des transports à Asunción par le biais de plusieurs opérations de prêt et de financements non remboursables. Les principaux objectifs sont les suivants :

1. revitaliser la zone centrale d'Asuncion à travers la mise en place de voies piétonnes et de pistes cyclables, la rénovation et la création de parcs, la construction d'ouvrages d'assainissement des eaux pluviales et d'égouts et la construction d'un bâtiment pour permettre à l'État de fournir des services publics ; et
2. mettre en place un système de transports publics intégré et efficace entre San Lorenzo et Asunción.

La Requête

Les Requérants expliquent que la construction du Metrobus aura un impact négatif sur les habitants d'Asunción qui sont des usagers permanents de l'avenue Eusebio Ayala ; ils invoquent un manque de transparence et affirment que la conception du projet n'est pas terminée et qu'aucune étude de faisabilité technico-économique n'a été réalisée ou que, si elle existe, ils ne savent pas comment y accéder.

Gestion en 2019

Fin 2018, le Conseil d'administration a demandé au MICI de donner suite au plan d'action sollicité auprès de la Direction de la BID pour mettre en œuvre les recommandations du MICI. À ce titre, le MICI et l'équipe de projet sont demeurés en contact durant toute l'année 2019 dans le cadre de l'élaboration du plan d'action.

Début 2019, la Direction a informé le MICI de l'interruption des travaux de construction du Metrobus et que l'Agence d'Exécution était en train d'étudier des modifications de conception de manière à permettre la poursuite du projet. Compte tenu de la décision du Gouvernement du Paraguay d'apporter des changements au projet de transports publics, il a été jugé impossible d'élaborer un plan d'action tant que ces modifications ne se concrétiseraient pas.

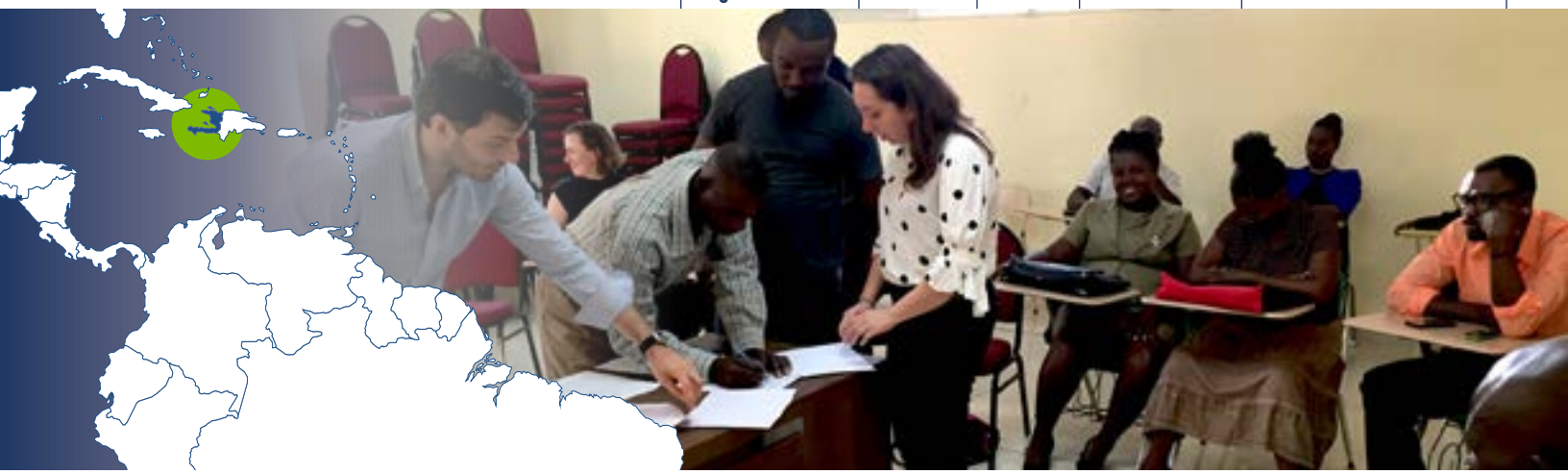
Les points marquants

Dans la mesure où le processus de vérification de la conformité de cette requête s'est déroulé au cours des premières étapes de mise en œuvre du projet, le plan d'action peut permettre de prévenir et d'atténuer les impacts négatifs identifiés par les requérants.

NO AL METROBU$
DE LA MENTIRA
MERCADO 4
NO SE CALLA
LENTES
MUCHA PLATA, MUCHA ALEGRIA

Programme d'Infrastructure Productive - Requête II

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—



LE PROJET

Pays :
Haïti

Secteur :
Développement urbain et logements

Numéro de projet :
HA-L1055

Autres opérations :
HA-L1076, HA-L1081, HA-L1091

Financement de la BID :
USD 55 000 000

Catégorie environnementale :
A (auparavant B)

Type de projet :
Opération d'investissement non remboursable

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
12 janvier 2017

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-HA-2017-0114

Le Projet

La BID finance la construction du Parc industriel de Caracol (PIC) et le développement de la région nord d'Haïti par le biais de diverses opérations non remboursables. Le projet comprend la construction du Parc industriel de Caracol (PIC) et d'autres travaux d'infrastructure annexes, avec l'objectif d'encourager les investissements privés et la création de nouveaux emplois. Le PIC est situé près des communes de Caracol, Limonade, Trou du Nord et Terrier Rouge.

La Requête

Présentée par le *Kolektif Peyzan Tè Chabe (Kolektif)* constitué par environ 420 familles qui travaillent la terre dans le périmètre où se trouve maintenant le PIC. Le *Kolektif* est représenté et appuyé par *Accountability Counsel, Action Aid Haiti* et AREDE.

La Requête indique que la construction sans préavis de la clôture délimitant le périmètre du Parc leur a empêché l'accès aux parcelles de terrain qui constituaient leurs moyens de subsistance. Les Requérants allèguent que des consultations ont eu lieu après l'érection de la clôture, que les organisations participantes ne les représentaient pas et qu'ils ne disposaient pas d'informations suffisantes pour y participer. Les Requérants indiquent que les montants de compensation qu'ils ont fini par recevoir n'étaient pas suffisants et qu'ils se trouvent à présent dans des conditions précaires de subsistance. Parmi les conséquences qu'ils ont subies en raison de la perte de leurs revenus comptent l'abandon de l'école pour leurs enfants du fait de ne plus pouvoir payer les frais de scolarité, ainsi que des difficultés pour assurer la sécurité alimentaire des familles. Ils indiquent qu'avant l'installation du PIC, ils utilisaient une partie de la récolte pour la consommation familiale. Les femmes affirment être particulièrement touchées par les conséquences négatives sur la cohésion familiale qu'a provoquée le déplacement pour motif économique.

Les requérants lient ces préjudices à un non-respect potentiel des politiques opérationnelles : Politique de Réinstallation Involontaire (OP-710), Politique d'Égalité des Sexes dans le Développement (OP-761), Politique Opérationnel sur l'Environnement et le Respect des Sauvegardes (OP-703) et Politique d'Accès à l'Information (OP-102). Ils indiquent leur préférence pour les deux Phases du processus du MICI dans le traitement de leur Requête.

Gestion en 2019

En janvier 2019, le Conseil d'administration a été informé de l'accord conclu entre les Parties en décembre 2018. En l'absence d'objection concernant la participation du MICI au suivi de l'accord, cette étape a été initiée, conformément à la Politique du MICI, pour une période maximale de cinq ans.

Parmi les outils permettant de garantir l'exécution de l'accord, les Parties ont

décidé de constituer un Comité de Suivi, composé de représentants des requérants, de la Direction de la BID et de l'Agence d'Exécution, en sollicitant la participation du MICI en tant que facilitateur indépendant. Au cours de l'année, le MICI a organisé trois réunions du Comité tout en maintenant un contact permanent avec les Parties au travers de réunions bilatérales, de vidéoconférences et d'entretiens. Ce suivi a permis non seulement de voir les progrès accomplis dans la réalisation des engagements pris, mais aussi de cerner les défis et les mesures correspondantes à prendre.

S'agissant des progrès réalisés dans les accords, le processus de révision des compensations payées a pu être finalisé, tandis que le matériel scolaire a pu être délivré dans les délais. En revanche, les progrès constatés ont été limités en ce qui concerne les deux principaux composants de l'accord, à savoir l'accès à l'emploi au sein du PIC et les options complémentaires (accès aux terres, dispositifs spécialisés, programme d'accréditation et formation professionnelle).

Le contexte national, certains manquements dans le cadre des processus de coordination interne entre les Parties et les retards accumulés dans les processus administratifs ont eu un impact sur l'exécution des engagements. Néanmoins, les Parties ont entrepris des efforts considérables pour atténuer ces difficultés et ont notamment modifié le calendrier d'exécution.

Début 2020, le MICI présentera au Conseil d'administration le premier rapport de suivi.

Les points marquants

Le suivi continu a joué un rôle essentiel dans l'identification conjointe des différents défis associés à la réalisation des engagements et des mesures nécessaires pour les surmonter. De même, le niveau de confiance atteint et l'espace créé dans le cadre du processus MICI ont favorisé une communication transparente entre les Parties pour coordonner les activités d'exécution et aborder de façon constructive les difficultés tant externes qu'internes.

Lors de la dernière mission de suivi de l'année, les Parties ont décidé d'ajuster le calendrier de suivi, compte tenu de la situation de conflit du pays. Cette mission a été menée avec la participation de M. Alfred Fils Metellus, représentant du Gouvernement de Haïti auprès du Conseil d'administration de la BID.

Projet Hydroélectrique Alto Maipo

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Non demandé	En cours

LE PROJET

Pays :
Chili

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
CH-L1067

Financement de la BID :
USD 2 053 300 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
23 janvier 2017

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-CH-2017-0115

Le Projet

La BID finance le projet de construction, d'exploitation et d'entretien de deux centrales hydroélectriques de 531 MW dans la zone de San José de Maipo, à environ 48 km de Santiago du Chili. Les centrales devraient servir à capter l'eau des bassins des affluents de la rivière Maipo, des rivières Yeso, Volcán et Colorado, pour ensuite retourner l'eau à la rivière Maipo au moyen de la construction de tunnels sur 70 km dans la Cordillère des Andes. Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine approuvée en octobre 2013. Le projet compte également avec un financement de l'OPIC, IFC et d'autres banques commerciales.

La Requête

Présentée par les résidents qui habitent et travaillent principalement dans la commune de San José de Maipo, représentés par la *Coordinadora Ciudadana No Alto Maipo* et l'organisation Écosystèmes avec l'accompagnement du Centre international de droit environnemental (CIEL). Les Requérants allèguent qu'ils subissent déjà plusieurs préjudices qui ont eu des répercussions négatives sur leur mode de vie et leur situation économique et que l'insécurité dans la zone a augmenté. Ils soulignent que les répercussions du Projet n'ont pas été entièrement évaluées et qu'aucune méthode d'atténuation adéquate a été proposée pour rectifier les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés des alentours. Étant donné la vocation touristique de la région, ils ont indiqué que le nombre de visiteurs dans la zone a diminué en raison d'un accroissement du trafic.

D'autre part, ils font valoir de possibles dommages environnementaux liés aux opérations futures du projet, principalement en raison de répercussions négatives sur la disponibilité de l'eau et le volume des cours d'eau concernés. Ils allèguent que les dommages décrits seraient le résultat du non-respect de plusieurs politiques opérationnelles de la part de la Banque et ils demandent que le MICI mène une vérification de la conformité.

Gestion en 2019

Au cours des huit premiers mois de l'année, l'équipe de Vérification de la Conformité, conjointement avec les experts engagés, a mené une investigation sur le dossier. Suite à la mission de vérification conduite en décembre 2018, différents entretiens ont été tenus en 2019 avec des acteurs associés au projet ; d'autres documents ont alors été remis pour être analysés. En outre, s'agissant d'une investigation conjointe, des contacts étroits ont été maintenus avec le CAO, le bureau de reddition de comptes de la SFI.

Le processus d'investigation a nécessité deux prolongations de délai, de manière à pouvoir mener l'investigation à son terme et rédiger le rapport préliminaire.

Le 6 décembre, la version préliminaire du Rapport de Vérification de la Conformité a été envoyée à la Direction pour commentaires et la version finale devrait être soumise au Conseil d'administration au premier trimestre 2020.

Les points marquants

Ce dossier fait actuellement l'objet d'un processus de vérification de la conformité de la part du CAO, dans la mesure où la Société financière internationale (SFI) contribue également au financement du projet. Étant donné que, dans le cadre de ces dossiers, la Politique MICI prévoit la mise en place de mécanismes de collaboration étroite contribuant à l'efficacité des processus d'investigation, le MICI et le CAO ont signé un mémorandum visant à mener conjointement la vérification de la conformité. Concrètement, cela consiste à sélectionner ensemble les experts et à mener une mission unique sur le terrain avec des équipes issues des deux institutions. En revanche, chaque mécanisme rédigera son propre rapport d'investigation.

Dans la mesure où plusieurs affaires judiciaires sont actuellement en instance concernant le projet Alto Maipo et que, selon la Politique du MICI, le processus de vérification de la conformité ne peut pas être initié concernant des thèmes ou des questions qui font l'objet de poursuites judiciaires en cours dans les pays membres de la BID, l'investigation du MICI se limite uniquement aux thèmes qui n'entrent pas dans le cadre de ces poursuites.

Projet Hydroélectrique Reventazón – Requête IV

La gestion del MICI	Enregistrement	Admisibilidad	Fase de Consulta	Fase de Verificación de Cumplimiento
	Oui	Oui	Concluido	—

LE PROJET

Pays :
Costa Rica

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
CR-L1049

Autres opérations :
CR-L1056, CR-T1074

Financement de la BID :
USD 250 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
7 août 2017

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-CR-2017-0125

Le Projet

La BID appuie un projet au moyen de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine qui consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km^2, ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents.

La Requête

Il s'agit de la quatrième requête reçue par le MICI à propos du Projet Hydroélectrique Reventazón et qui avait déjà été présentée dans le dossier numéro MICI-BID-CR-2016-0112, qui faisait état de préjudices économiques provoqués par le processus d'expropriation qui leur avait enlevé l'accès à la source d'eau qu'ils utilisaient pour leur bétail laitier. À ce moment-là, la Requête a été déclarée inadmissible du fait que les Requérants n'avait pas eu de contact préalable avec la Direction de la Banque. Les Requérants expliquent qu'après avoir contacté la Direction, un consultant de la Banque est venu les voir afin de vérifier la véracité des allégations et qu'il leur avait dit que quelqu'un allait les contacter dès que possible, mais qu'à la date où ils se sont à nouveau adressés au MICI, ils n'avaient pas reçu de nouvelles.

Gestion en 2019

Au cours du premier semestre de 2019, le Mécanisme a étroitement suivi le dossier, afin de veiller au respect des accords convenus en mai 2018, lesquels avaient principalement pour objet de rétablir l'accès à l'eau pour l'irrigation et pour l'abreuvage des animaux dans la ferme concernée. À cet égard, le MICI a organisé des réunions bilatérales virtuelles avec les Parties, afin de connaître les progrès accomplis dans la construction du système de captage, de stockage et de distribution de l'eau de pluie, ainsi que les activités prévues pour intégrer les requérants au Plan de gestion durable de fermes.

Enfin, du 29 au 31 juillet, le MICI a mené une mission de clôture au Costa Rica. Dans le cadre de cette mission, il s'est rendu à la ferme des requérants, où il a constaté de première main que les ouvrages convenus avec bien été réalisés et qu'ils fonctionnaient de façon adéquate. En outre, il a passé en revue, conjointement avec les requérants, des représentants de l'Agence d'Exécution et de la BID, l'état d'avancement des accords associés au Plan de gestion durable de fermes. À l'issue de ce passage en revue, un quitus a été signé pour confirmer la bonne exécution des engagements définis ; clôturant ainsi la gestion du dossier.

Vidéo-résumé de la requête disponible sur http://bit.ly/MICIreventazon

Les points marquants

Deux facteurs ont influé sur la manière de traiter la requête :

1. Avant que le MICI ne reçoive la requête, la Direction de la BID avait établi un processus de dialogue avec les requérants. Malgré des résultats positifs, aucune solution concrète, acceptable pour les requérants, n'avait pu être trouvée concernant l'accès à l'eau pour l'abreuvage. Cela s'expliquait notamment par la défiance des requérants à l'égard des propositions formulées par la Direction et l'Agence d'Exécution.
2. Lorsque le MICI a reçu la requête, la relation entre les Parties, était très dégradée, marquée par une absence totale de confiance mutuelle. La Direction de la BID était particulièrement sceptique quant à l'impact potentiel d'initier un processus de Phase de Consultation sur sa relation avec le client. C'est pourquoi elle avait proposé de l'exclure.

Compte tenu de la méfiance mutuelle entre les Parties et, plus généralement, à l'égard du processus MICI, l'équipe de la Phase de Consultation a travaillé aux côtés de chacune d'entre elles, de manière à identifier des points d'accord généraux concernant la résolution du préjudice, ainsi que des formats auxquels les trois principales parties (à savoir les requérants, le client et la BID) seraient prêtes à participer. Les antécédents dans la relation entre les Parties ont conduit le MICI à jouer le rôle de facilitateur directement dans le processus, et non par le biais de l'un des experts du *Roster*. Par ailleurs, des interlocuteurs ont été identifiés chez chacune des Parties, avec lesquels l'équipe de la Phase de Consultation est restée en contact pendant les 18 mois du processus de dialogue et de suivi de l'accord.

Un autre élément a joué un rôle fondamental dans l'instauration d'un climat de confiance : des experts techniques indépendants, faisant l'unanimité auprès de l'ensemble des Parties, ont été intégrés au processus. Outre évaluer les alternatives disponibles, ces experts ont tenu des sessions d'information, afin de réduire l'asymétrie informationnelle. Il était particulièrement essentiel de permettre aux requérants d'analyser les informations produites et de dissiper tout doute auprès d'un tiers indépendant avant d'accepter l'une quelconque des solutions proposées.

Dans le cadre de ce dossier, le MICI a organisé à la fin de la mission de clôture, pour la première fois, une journée d'échange d'expériences avec la BID et le client, à des fins d'amélioration pour de futurs processus.

Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique des zones touchées par le tremblement de terre en Équateur

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—

LE PROJET

Pays :
Équateur

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
EC-L1219

Financement de la BID :
USD 60 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
20 avril 2018

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-EC-2018-0131

Le Projet

La BID finance la reconstruction des infrastructures électriques, tant de production que de distribution, ayant souffert du tremblement de terre le 16 avril 2016 dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí et Santo Domingo en Équateur, au moyen d'un prêt pour ouvrages multiples, avec garantie souveraine, approuvé le 25 janvier 2017. Le programme inclut en particulier le déplacement de 9 km de ligne du sous-réseau entre les populations de San Vicente et Jama dans la province de Manabí, qui est la cause de la Requête présentée au MICI.

La Requête

Présentée par 547 résidents de 8 communautés de la province de Manabí, Équateur, par l'intermédiaire d'un représentant qui a demandé la confidentialité par crainte de représailles contre sa personne et les autres Requérants. La Requête indique une non-conformité avec les politiques opérationnelles de la Banque en raison de l'absence d'une évaluation des impacts environnementaux et sociaux, d'une évaluation insuffisante des risques dans une zone à forte activité sismique et de l'absence de procédures de participation citoyenne au programme. Les Requérants allèguent que le nouvel emplacement des lignes du sous-réseau pourrait diminuer l'activité touristique dans la zone, qui représente une activité vitale pour eux. Ils allèguent également des répercussions négatives sur leur santé en raison de la proximité des lignes par rapport à des routes très fréquentées, ainsi que des répercussions environnementales affectant les oiseaux de la zone en raison des câbles.

Gestion en 2019

À l'issue d'un processus de Phase de Consultation de cinq mois (entre décembre 2018 et avril 2019), les Parties sont parvenues à un accord le 17 avril pour répondre aux préoccupations des requérants. Cet accord consiste en une série d'engagements principalement liés à l'exécution du chantier ainsi qu'à la socialisation et à la diffusion d'informations. Il en ressort les points suivants :

- **Exécution des travaux d'amélioration et d'entretien de la ligne du réseau LST de San Vicente – Jama.** Les Parties ont décidé que CNEL EP, par l'intermédiaire de PRIZA, réalisera les travaux d'amélioration et d'entretien de la ligne LST, selon le tracé actuel de la ligne jusqu'au bypass de Canoa. Le tracé initial ne sera modifié qu'au niveau d'une partie de la ligne passant juste au-dessus d'une propriété.
- **Socialisation et diffusion d'informations.** Cela inclut la diffusion des analyses des répercussions environnementales, des risques géologiques et géotechniques et de la conception électromécanique.

Au cours du processus, le MICI a tenu et facilité trois sessions de dialogue auxquelles ont participé CNEL EP, PRIZA, la BID, le MERNNR et les requérants. Juan Dumas, membre de la liste d'experts en facilitation

du MICI, a facilité ces réunions, lesquelles se sont systématiquement déroulées en présence d'un fonctionnaire du mécanisme - une pratique courante dans ce type de processus.

Avant et après chaque session de dialogue, le MICI a organisé des réunions bilatérales avec les Parties, en tête à tête ou virtuelles, afin de connaître leurs points de vue, de suivre les engagements partiels convenus à chaque session et de partager des outils pratiques et analytiques permettant de renforcer la participation de chacun lors des sessions.

Le 27 juin, le Mécanisme a publié le Rapport sur la Phase de Consultation, lequel présente les actions menées dans le cadre du traitement du dossier ainsi que les accords convenus. À la demande des Parties, et en l'absence d'objection de la part du Conseil d'administration, le MICI a initié les tâches de suivi des engagements convenus. L'étape de suivi devrait s'achever en milieu d'année 2020.

Les points marquants

Dans le cadre de ce dossier, les études techniques ont revêtu une grande importance, en permettant aux Parties d'adopter une position commune quant à la meilleure alternative pour l'emplacement et le tracé de la ligne.

Par ailleurs, il est important de souligner le fait que, malgré la demande initiale de non-divulgation des requérants par crainte de représailles, cette crainte s'est dissipée au fil du processus, au point que les Parties ont accepté que l'accord et leurs identités soient rendus publics. C'est pourquoi, conformément aux souhaits des requérants, le MICI n'a pas donné suite à la demande initiale de confidentialité.

Projet hydroélectrique d'Ituango

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Non réalisable	En cours

LE PROJET

Pays :
Colombie

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
CO-11794-04

Financement de BID Invest :
USD 1 000 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt d'entreprise

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
5 juin 2018

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-CII-CO-2018-0133

Le Projet

La Centrale Hydroélectrique Ituango, actuellement en construction, est un projet de production d'électricité avec une capacité installée de 2 400 MW mettant à profit le débit de la rivière Cauca au milieu de son parcours, connu sous le nom de Canyon du Cauca. Le projet se situe dans le département d'Antioquia, à environ 170 km de Medellín. Les conseils d'administration de la BID et de la CII ont approuvé l'opération de prêt d'entreprise le 30 novembre 2016. En avril 2018, ce projet a été confronté à une situation d'urgence, en raison de coulées de boues et de l'obstruction de tunnels, qui continue à être traitée par le Client et supervisée par la Direction.

La Requête

Les Requérants sont 477 résidents de 9 municipalités du département d'Antioquia, Colombie, représentés par l'organisation Movimiento Ríos Vivos Antioquia et accompagnés par trois organisations de la société civile. La situation que doivent affronter les communautés situées dans les municipalités Briceño, Ituango, Toledo, Peque, Sabanalarga, Valdivia, Caucasia, San Andrés de Cuerquia et Sopetrán.

La requête allègue des préjudices actuels et potentiels dans le cadre des étapes de construction et d'exploitation du projet, en lien avec l'identification de la zone concernée du projet et de la population affectée ; la détermination et la gestion des impacts sociaux et environnementaux ; l'augmentation des conflits, de l'insécurité et des violences dans la zone du projet et des répercussions différenciées sur les femmes ; l'absence de consultation publique et de modalités de participation adéquates et l'absence de plans de réinstallation ou de compensation adéquats suite au déplacement physique ou économique engendré par la construction du projet. La requête évoque également une aggravation de la situation d'urgence apparue en avril 2018, ayant conduit à la survenance de nouveaux préjudices aussi bien en amont qu'en aval du barrage, ainsi qu'une gestion des répercussions et des informations inadéquates de la part d'EPM.

Gestion en 2019

Afin de préparer la Recommandation pour une Vérification de la Conformité et ses Termes de référence, le MICI a procédé à une révision préliminaire de la documentation disponible sur l'opération relativement aux allégations des requérants et à la réponse de la Direction. Le Mécanisme a également analysé et indiqué les commentaires de chacun, selon leur pertinence, dans la version préliminaire diffusée au cours du premier semestre.

Le 26 juillet, le MICI a soumis au Conseil d'administration la version finale de sa Recommandation dans le cadre de la procédure de non-objection. Après l'interruption de cette procédure, en octobre, cette version a été soumise à un examen en session, à l'issue de laquelle le Conseil d'administration de la SII a approuvé

la réalisation de l'investigation selon les modalités formulées par le MICI.

L'investigation telle qu'approuvée couvrira les points suivants :

1. Identification et détermination de la zone concernée du projet et de la population affectée.
2. Évaluation, identification et gestion des impacts environnementaux sur les habitats naturels critiques, les préjudices sur les sources d'eau et leur débit.
3. Identification, évaluation et gestion des risques dans un contexte social marqué par la violence, les conflits et l'insécurité dans la zone du projet.
4. Identification, évaluation et gestion des répercussions différenciées sur les femmes.
5. Évaluation, identification et gestion des impacts sociaux liés à la pression migratoire et sur le patrimoine culturel.
6. Processus de consultation et autres modalités de participation (informations adéquates, opportunes et accessibles à l'ensemble de la population affectée par le projet).
7. Processus de réinstallation involontaire et déplacement économique engendrés par la construction du projet.
8. Identification et évaluation des risques de catastrophes naturelles associés au projet et établissement de plans d'urgence concernant ces risques.

L'investigation devrait durer neuf mois à compter de la date de formation du panel d'investigation, composé de la Coordinatrice de la Phase de Vérification de la Conformité et d'experts indépendants.

Du fait que la requête fait référence à une opération financée par la BID et à une deuxième opération financée par BID Invest, son analyse de la part du MICI s'applique aux deux institutions de façon indépendante. Voir la gestion du dossier pour la BID MICI-BID-CO-2018-0133.

Les points marquants

Dans le présent dossier, les requérants ont fait part de leur crainte de représailles du fait de s'opposer au projet et de déposer cette plainte. Ils ont également souligné la situation de violence et les attaques contre les défenseurs des droits humains dans la zone où est en train d'être construite la centrale hydroélectrique. Cependant, ils n'ont pas demandé à ce que leur identité soit tenue confidentielle, dans la mesure où ils considèrent la visibilité de leur requête comme un facteur de plus grande sécurité.

Appui à la structuration du projet Central Hydroélectrique Ituango

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Non réalisable	Conclu sans investigation

LE PROJET

Pays :
Colombie

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
CO-T1250

Financement de la BID :
USD 1 500 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Coopération technique

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
5 juin 2018

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-CO-2018-0133

Le Projet

Cette opération consiste en une coopération technique qui soutient la structuration financière, technique, économique, environnementale et sociale du projet hydroélectrique Ituango, à travers le financement d'études dans ces domaines.

La coopération technique a été approuvée le 30 juillet 2012 et a été suivie d'un prêt d'entreprise approuvé par les Conseils d'administration de la CII et de la BID à l'appui de la construction du projet hydroélectrique d'Ituango (CO-11794-04), approuvé le 30 novembre 2016 (voir dossier ci-dessus).

La Requête

Présentée par 477 résidents de 9 municipalités du département d'Antioquia, Colombie, organisés en 15 groupes communautaires représentés devant le MICI par l'organisation Movimiento Ríos Vivos Antioquía et accompagnés par trois organisations de la société civile.

La requête allègue des préjudices actuels et potentiels dans le cadre des étapes de construction et d'exploitation du projet, en lien avec l'identification de la zone concernée du projet et de la population affectée ; la détermination et la gestion des impacts sociaux et environnementaux ; l'augmentation des conflits, de l'insécurité et des violences dans la zone du projet et des répercussions différenciées sur les femmes ; l'absence de consultation publique et de modalités de participation adéquates et l'absence de plans de réinstallation ou de compensation adéquats suite au déplacement physique ou économique engendré par la construction du projet. La requête évoque également une aggravation de la situation d'urgence apparue en avril 2018, ayant conduit à la survenance de nouveaux préjudices aussi bien en amont qu'en aval du barrage, ainsi qu'une gestion des répercussions et des informations inadéquates de la part d'EPM.

Gestion en 2019

L'équipe de Vérification de la Conformité a effectué une révision préliminaire de la documentation disponible sur l'opération relativement aux allégations des requérants et à la réponse de la Direction dans ce dossier, afin de préparer la Recommandation pour une Vérification de la Conformité.

Le 28 février 2019, la version préliminaire de cette Recommandation a été envoyée aux Parties pour commentaires, lesquels ont été reçus les 20 et 21 mars. Ensuite, ce document a été soumis au Conseil d'administration de la BID pour approbation le 26 juillet.

Le Mécanisme a recommandé de NE PAS réaliser d'investigation sur la coopération technique proprement dite, estimant que les allégations des requérants seraient analysées de façon plus adéquate dans le cadre même du projet « Centrale hydroélectrique Ituango (CO-11794-04) », une opération financée et exécutée par BID Invest. D'après le MICI, les études financées

par le biais de la coopération technique ne seraient pertinentes que selon la mesure dans laquelle BID Invest les utiliserait afin de déterminer la viabilité socio-environnementale du projet ; un point qui sera étudié dans le cadre de l'investigation du projet en tant que tel.

Le 2 août, le Conseil d'administration de la BID a approuvé, au titre de la Procédure Courte, la Recommandation du MICI de NE PAS mener d'investigation sur la coopération technique objet de ce dossier. Le 9 août, après notification des Parties, la gestion a été clôturée.

Les points marquants

Cette requête se rapporte à deux opérations : une coopération technique approuvée par la BID en 2012 pour soutenir la réalisation d'études et une opération de prêt d'entreprise approuvée par BID Invest en 2016 pour soutenir la construction et l'exploitation de la Centrale hydroélectrique Ituango. Du fait que la requête présentée au MICI fait référence à une opération financée par la BID et à une deuxième opération financée par BID Invest, l'analyse de la part du MICI suit deux processus parallèles indépendants. Voir la gestion du dossier pour BID Invest MICI-CII-CO-2018-0133.

Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A.

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	—	En cours

LE PROJET

Pays :
Guatemala

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
GU3794A-01, GU3798A-01

Financement de BID Invest :
USD 7 000 000 et 6 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
6 août 2018

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-CII-GU-2018-0136

Le Projet

BID Invest finance, par le biais de deux opérations de prêt, des projets se rapportant au développement, à la construction et l'exploitation de deux centrales hydroélectriques au fil de l'eau : la centrale San Mateo S.A. (GSM) et la centrale San Andrés S.A. (GSA), de 20MW et 10,65 MW respectivement. GSM prévoit d'utiliser les rios Negro et Pojom, et GSA utilisera les rios Primavera, Varsovia et Palmira. Les deux projets sont situés dans la municipalité du San Mateo de Ixtatán, dans le département de Huehuetenango, Guatemala.

La Requête

Présentée par 33 personnes appartenant à 5 communautés (Ixquisis, Bella Linda, Yulchen Frontera, Nuevo San Mateo y Pojom) de la microrégion d'Ixquisis dans la municipalité de San Mateo de Ixtatán, département de Huehuetenango, Guatemala. Les Requérants ont demandé que leur identité soit maintenue confidentielle par crainte de représailles, et sont représentés par l'Association interaméricaine pour la défense de l'environnement (AIDA), la Plateforme internationale contre l'impunité, et le gouvernement plurinational de Q'anjobál, Popti, Chuj, Akateko et Mestizo.

Des manquements aux obligations de diligence raisonnable et de supervision de BID Invest sont allégués dans la Requête, comme : l'absence d'une évaluation complète des impacts environnementaux et sociaux ; le manque de procédures de consultation adéquates, tenant compte des préjudices causés aux intérêts et aux territoires des communautés indigènes et le manque de procédures adéquates pour l'accès aux informations.

Parmi les préjudices allégués, les Requérants décrivent divers dommages environnementaux aux cours d'eau concernés par le projet, ce qui aurait des répercussions négatives sur les activités domestiques et agricoles des communautés. Des préjudices contre la culture et le mode de vie traditionnel des peuples indigènes sont également allégués, et en particulier des répercussions différenciées et plus graves sur les femmes de la zone du fait de l'absence de perspective de genre.

De plus, la Requête explique en détail une situation grave d'insécurité, la rupture du tissu familial et communautaire et une situation de violence et de représailles contre les opposants au projet, causée par un climat conflictuel qui, selon les allégations, serait lié à la participation aux projets.

Gestion en 2019

Le dossier a été déclaré admissible le 31 janvier 2019, puis transféré le 15 février à la Phase de Vérification de la Conformité. Depuis, l'équipe a effectué une révision préliminaire de la documentation disponible sur les opérations relativement aux allégations des requérants et à la réponse de la Direction,

afin de préparer la Recommandation pour une Vérification de la Conformité.

Le 19 mars, la version préliminaire de ladite Recommandation a été envoyée à la Direction et aux requérants pour commentaires, lesquels ont été reçus le 30 avril après une prolongation de délai autorisée par le Conseil d'administration. La version finale de la Recommandation pour une Vérification de la Conformité et ses Termes de référence ont été soumis au Conseil d'administration de la SII le 24 mai, au titre d'une Procédure Courte, et approuvés le 3 juin.

L'investigation telle qu'approuvée couvrira les points suivants :

- L'évaluation et l'identification d'impacts socio-environnementaux, en particulier l'identification et la caractérisation en tant que communauté indigène de la population affectée ; l'évaluation des impacts environnementaux (pollution des sources d'eau, répercussions sur les services écosystémiques et le débit des fleuves ainsi que sur les habitats naturels critiques) ; l'évaluation des répercussions différenciées sur les femmes ; l'évaluation des effets cumulatifs et l'identification et la définition de mesures de protection du patrimoine culturel.
- La supervision par BID Invest du respect des exigences socio-environnementales.
- La catégorisation socio-environnementale des projets.
- L'évaluation et la gestion des impacts associés à des conflits sociaux complexes, des risques d'augmentation des conflits et de la fragmentation sociale, communautaire et familiale du fait des projets et des risques associés au recours à des forces de sécurité privées et/ou publiques dans la zone des projets.
- Les mécanismes de diffusion des informations et de participation réelle des communautés locales.

Le 26 août, le panel de vérification a été créé. Il est composé de trois experts indépendants —Jay Wagner, Jean-Roger Mercier et David Nyheim— et est présidé par Arantxa Villanueva, Coordinatrice de la Phase.

En novembre, les experts ont initié le processus d'entretien au siège de la Banque et, en compagnie de l'équipe MICI, se sont rendus au Guatemala où ils ont mené plus de 50 réunions dans la ville de Guatemala, à Huehuetenango, à Barillas, à Playa Grande, ainsi que dans les communautés d'Ixquisis, de Yulchén Frontera et de Bella Linda, dans les zones autour des projets. Les experts se sont entretenus avec près de 470 personnes, parmi lesquelles des requérants, des fonctionnaires de la Banque, des consultants et des experts sociaux-environnementaux ayant participé aux projets, des collaborateurs du client (l'entreprise Energía y Renovación S.A.), des autorités nationales et locales et des personnes et organisations de la société civile ayant un lien direct ou indirect avec les projets.

Les requérants dans cette affaire ont demandé la confidentialité et allèguent une grave situation d'insécurité et un climat de confrontation.

Programme d'évaluation et de gestion des risques côtiers

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

LE PROJET

Pays :
Barbade

Secteur :
Environnement et catastrophes naturelles

Numéro de projet :
BA-L1014

Financement de la BID :
USD 42 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
14 janvier 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-BA-2019-0140

Le Projet

La BID finance, avec un prêt approuvé le 8 décembre 2010, un programme visant à renforcer la résilience face aux aléas côtiers (notamment ceux associés au changement climatique), grâce à la mise en place d'améliorations en faveur de la conservation et de l'aménagement du littoral de la Barbade.

La Requête

Un ex-consultant de la Banque a présenté une requête sur des questions se rapportant à d'éventuelles représailles contractuelles en lien avec des processus du programme.

Gestion en 2019

La requête n'a pas été enregistrée, car elle portait uniquement sur des questions contractuelles qui ne relèvent pas de la compétence du MICI, et a été renvoyée au Bureau d'éthique de la Banque.

Projet Hydroélectrique Alto Maipo - Requête III

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Non	—	—

Le Projet

La BID finance le projet de construction, d'exploitation et d'entretien de deux centrales hydroélectriques de 531 MW dans la zone de San José de Maipo, à environ 48 km de Santiago du Chili. Les centrales devraient servir à capter l'eau des bassins des affluents de la rivière Maipo, des rivières Yeso, Volcán et Colorado, pour ensuite retourner l'eau à la rivière Maipo au moyen de la construction de tunnels sur 70 km dans la Cordillère des Andes. Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine approuvée en octobre 2013. Le projet compte également avec un financement de l'OPIC, IFC et d'autres banques commerciales.

La Requête

La requête a été présentée par 509 résidents de la zone de El Manzano, dans la localité de San José de Maipo (Chili). Ces associés et usagers de l'une des communautés d'irrigation de la zone souhaitent que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles. La requête allègue de futurs préjudices causés par le projet aux activités de subsistance des requérants, lesquels les priveraient de leurs droits d'usage de l'eau. Ils considèrent en particulier que, malgré la mise en place de mesures d'atténuation, au moment de déposer leur requête, ces mesures n'intègrent toujours pas de plan de travail ni de projection concernant le début de la construction.

Gestion en 2019

Le 19 avril, le MICI a décidé que la requête n'était pas admissible, car, en cas de poursuite de la supervision de la conformité par la Direction du Groupe de la BID, le préjudice allégué ne présentait pas, conformément aux exigences de la Politique du MICI, de « probabilité raisonnable de se produire » au moment de déterminer l'admissibilité de la requête. Par ailleurs, selon les informations transmises par les requérants, à la date de parution du Mémorandum d'admissibilité, les droits d'usage de l'eau de la Communauté d'eau du canal El Manzano n'avaient pas été affectés. Il a également été identifié que l'une des exclusions prévues dans la Politique s'appliquait aux questions présentées dans la requête, étant donné que les droits d'usage de l'eau faisaient l'objet d'une procédure judiciaire en cours dans le pays.

LE PROJET

Pays :
Chili

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
CH-L1067

Financement de la BID :
USD 2 053 300 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
29 janvier 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-CH-2019-0141

Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos - Requête III

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	Non réalisable	Conclu sans investigation

LE PROJET

Pays :
Brésil

Secteur :
Développement urbain et logements

Numéro de projet :
BR-L1160

Financement de la BID :
USD 85 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
4 février 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-BR-2019-0142

Le Projet

La BID finance un projet en vue de contribuer au développement durable de la municipalité de São José dos Campos, Brésil, avec l'objectif d'obtenir un meilleur équilibre économique, environnemental et social par le biais d'une amélioration et d'une consolidation de l'infrastructure et de la gestion urbaine de la municipalité. Le Programme s'articule autour de trois volets : (1) améliorations urbaines et environnementales ; (2) amélioration de la mobilité urbaine et (3) renforcement institutionnel. Dans son premier volet, le programme comprend la réinstallation des familles qui occupent des zones de conservation environnementale et vivent dans une situation de risque. Une opération de prêt avec garantie souveraine a été approuvée en mai 2010.

En février 2019, une modification contractuelle, incluant la construction de l'Arco da Inovação (Ponte Estaiada) dans le volet II du programme, a été apportée. Cette requête concerne l'ouvrage mentionné, dont l'achèvement était prévu pour décembre 2019.

La Requête

Les requérants sont deux habitants de São José dos Campos, Brasil, qui ont demandé que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles. La requête fait valoir de possibles répercussions sur la qualité de vie des habitants de la zone d'influence du programme du fait de la construction de l'ouvrage « Arco da Inovação (Ponte Estaiada) ». Elle mentionne en particulier que le chantier a débuté sans étude complète des impacts environnementaux et sociaux dans la zone d'influence et sans consultation préalable de la population affectée. Les requérants indiquent que les processus de consultation publique ont eu lieu après le début du chantier. Ils soulignent également l'absence d'accès adéquat à l'information sur le projet et de canaux de communication formels avec la population affectée.

Les requérants font valoir que l'ouvrage a un impact sur le patrimoine des habitants en entrainant une dévalorisation des propriétés telles que les logements et les commerces, ainsi que des impacts potentiels sur l'environnement et la santé dans les zones qui sont affectées par la pollution atmosphérique, sonore et visuelle causée à la fois par les activités de construction et par l'augmentation de la circulation routière une fois le pont construit. Ils font également état d'un risque pour leur sécurité physique du fait des accidents de la circulation potentiels qui se produiraient du fait de la suppression des voies d'accès et des places de stationnement en face des immeubles affectés.

Gestion en 2019

La requête a été reçue le 4 février, puis a été déclarée admissible le 12 avril et transférée à la Phase de Consultation, conformément à la préférence initiale exprimée par les requérants.

Dans le cadre de l'Étape d'Évaluation de la Phase de Consultation, les documents de l'opération ont été évalués, tout en maintenant un contact permanent avec les Parties. Durant une mission de terrain, l'équipe du MICI a visité la zone du chantier en présence des requérants, a organisé deux sessions bilatérales avec les requérants et l'équipe de projet de la BID, et s'est entretenue avec les autorités responsables de Municipalité de São José dos Campos. Après une analyse approfondie des positions des Parties et du contexte du chantier, le MICI a identifié des difficultés pour mener un processus de recherche conjointe de solutions. À mesure qu'avançaient les investigations et les échanges sur les conditions pour le processus, les requérants ont laissé entrevoir plus clairement leurs objectifs et ont informé le MICI par écrit de leur souhait de mettre fin à la Phase de Consultation et de transférer la requête à la Phase de Vérification de la Conformité.

Le 9 juillet, le dossier a été transféré à la Phase de Vérification de la Conformité. Après une prolongation du délai, le 19 novembre, le MICI a présenté au Conseil d'administration la recommandation de ne pas réaliser une Vérification de la Conformité. Cette recommandation s'est appuyée sur la réponse de la Direction dans laquelle elle informait le MICI que le chantier de l'Arco de Inovação (Ponte Estaiada) ne ferait pas l'objet d'un financement de la BID et que les dépenses engagées dans celui-ci ne seraient pas non plus reconnues comme une contrepartie de cette opération de financement, car ce chantier ne respectait pas les règles opérationnelles de la Banque. Par conséquent, le MICI a estimé qu'une investigation n'apporterait pas d'informations supplémentaires par rapport à celles qui avaient conduit la Direction à déterminer que l'ouvrage n'était pas admissible à un financement, et a donc recommandé de ne pas enquêter.

Le 26 novembre, le Conseil d'administration de la BID a approuvé, au titre de la Procédure Courte, la recommandation du MICI de ne pas enquêter sur le chantier concerné par cette requête et, après avoir notifié les Parties, la gestion de ce dossier a été clôturée.

Les points marquants

Dans ce dossier, comme dans d'autres dossiers reçus et gérés en 2019, les requérants ont également demandé que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles.

Plazalogística S.A.

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

LE PROJET

Pays :
Argentine

Secteur :
Transports

Numéro de projet :
AR-L1132

Financement de la BID :
USD 58 000 000

Catégorie environnementale :
Non disponible

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
11 février 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-AR-2019-0143

Le Projet

Le projet consiste en la construction et l'exploitation de deux centres logistiques et de distribution pour impulser le développement du commerce interrégional et stimuler l'activité économique et les indicateurs d'emploi dans la chaîne d'approvisionnement logistique. La BID finance le projet avec une opération de prêt approuvée le 8 novembre 2011 à travers sa division secteur privé.

La Requête

La requête a été déposée par deux habitants du quartier El Encuentro, situé dans l'arrondissement de Tigre, province de Buenos Aires, Argentine, qui faisaient valoir des répercussions sur leur qualité de vie du fait de la construction et de l'exploitation du projet. Les requérants alléguaient en particulier des impacts négatifs sur la santé, l'environnement et le patrimoine historique de la zone. Ils soulignaient également l'absence de détection et de gestion adéquates des risques liés à l'exploitation du centre, ainsi qu'un manque d'anticipation de la future perte de valeur des immeubles.

Gestion en 2019

La requête n'a pas été enregistrée, car les requérants n'avaient pas contacté au préalable la Direction et étaient en mesure de le faire. Les requérants ont été orientés vers la Direction, tout en laissant ouverte la possibilité de revenir vers le MICI s'ils n'obtenaient pas de réponses à leurs préoccupations dans un délai raisonnable.

Vue de la région de Bariloche, l'une des principales zones touristiques de l'Argentine (voir page suivante).

Programme d'infrastructures de production et de tourisme pour la province de Rio Negro

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—

LE PROJET

Pays :
Argentine

Secteur :
Transports

Numéro de projet :
AR-L1106

Financement de la BID :
USD 30 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
28 février 2019

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-AR-2019-0144

Le Projet

La BID finance ce projet par le biais d'une opération de prêt d'un montant total de 30 000 000 USD, avec une contrepartie locale de 7,5 millions USD, pour soutenir la province de Río Negro dans le renforcement et la consolidation des secteurs productif et touristique. Le projet inclut une composante d'amélioration des infrastructures urbaines dans les zones centrales de San Carlos de Bariloche et Viedma, à la fois pour les touristes et pour la population locale, à travers la piétonisation partielle des rues Mitre et Buenos Aires, respectivement, dans le but de relancer l'activité économique.

La Requête

Les requérants sont 287 habitants et commerçants de la rue Mitre à San Carlos de Bariloche, qui allèguent que les travaux d'amélioration de la zone génèrent de fortes répercussions économiques, ainsi que des dommages potentiels ultérieurs en raison du changement des modes de transport et de la vocation de la rue Mitre. Les requérants ont en particulier fait valoir que la longue période de construction – estimée à 8 mois, mais qui durait depuis plus de 3 ans au moment de la requête – entrainait des répercussions sur les activités touristiques en empêchant la circulation normale des piétons et des véhicules ; de potentielles répercussions futures sur la propriété des requérants en raison du manque de collecteurs d'eaux pluviales ; et une diminution du nombre de places de stationnement. Les requérants ont également souligné une absence continue d'accès à l'information sur le chantier, ses délais d'exécution et les modifications de la circulation pour les travaux.

Gestion en 2019

Le 28 février, le MICI a reçu la requête, qui a été enregistrée le 7 mars. Du 22 au 26 avril, le Mécanisme a mené une mission d'admissibilité, au cours de laquelle il s'est rendu sur la zone affectée et s'est entretenu avec les requérants, l'Agence d'Exécution et la Municipalité. Le 6 mai, la requête a été déclarée admissible et a été transférée à la Phase de Consultation.

Étant donné que les répercussions sur les requérants s'étaient déjà matérialisées et pouvaient s'aggraver avec l'avancement rapide des travaux, le MICI a proposé de mener un processus de dialogue avec une méthodologie intensive permettant d'identifier des solutions dans un délai réduit. Par conséquent, en utilisant les informations recueillies pendant l'étape d'admissibilité, il a été décidé de renoncer au délai prévu dans l'Étape d'Évaluation et de passer immédiatement au processus de Phase de Consultation.

Pendant la semaine du 20 mai, le MICI a participé à des réunions bilatérales avec l'unité d'exécution et la BID à Buenos Aires, tandis qu'à Bariloche il en a fait de même avec les requérants et la Municipalité. Ces réunions ont permis de parvenir à des accords sur des aspects concernant

les sujets à l'ordre du jour du dialogue, la dynamique de travail et les mécanismes de participation des Parties. Les 23 et 24 mai, deux sessions de dialogue, facilitées par l'expert du *Roster* d'experts du Mécanisme Pablo Lumerman, ont été organisées avec la participation de la BID, de l'UPCEFE, de la Municipalité de San Carlos de Bariloche, du maître d'œuvre chargé des travaux, des requérants et du MICI, et ont permis d'obtenir un accord entre les Parties.

L'accord, obtenu lors d'une session unique, concernait principalement la largeur de la chaussée et la présence de quais pour la montée et la descente des passagers le long de la rue Mitre. Il a également été convenu de réaliser des études techniques complémentaires sur la mobilité et le fonctionnement des collecteurs d'eaux pluviales, ainsi que sur d'autres facteurs qui préoccupaient les requérants.

Le 23 juillet, le Mécanisme a rendu le Rapport d'Évaluation et sur la Phase de Consultation, qui présente les actions menées dans le cadre du processus de résolution des conflits et les accords obtenus. Depuis cette date, le MICI assure le suivi du respect des engagements.

Les points marquants

Il est fondamental d'adapter la méthodologie au contexte et aux besoins propres à chaque requête afin qu'une conception adaptée guide le processus de résolution des conflits. Tenir compte de la gravité et de l'urgence des requêtes et de l'état d'avancement du projet constitue l'un des principes à suivre pour déterminer l'urgence à démarrer un processus et son format.

Dans ce dossier, les informations recueillies durant la mission d'admissibilité ont facilité la conception du processus et ont permis de passer immédiatement au processus de dialogue.

L'intégration et la participation active de la Municipalité de San Carlos de Bariloche au processus de résolution des conflits ont constitué un autre aspect important. Si la Politique du MICI définit que les Parties sont uniquement les requérants, l'Agence d'Exécution et la Direction de la BID, les lignes directrices de la Phase de Consultation permettent d'intégrer des tiers concernés. Le rôle de la Municipalité, non seulement pour les discussions directes avec les requérants, mais également en tant que responsable de la direction technique des travaux, a été extrêmement important pour obtenir un accord entre les Parties.

Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique dans les zones touchées par le séisme en Équateur - Requete II

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

LE PROJET

Pays :
Équateur

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
EC-L1219

Financement de la BID :
USD 60 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
5 mars 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-EC-2019-0145

Le Projet

La BID finance la reconstruction des infrastructures électriques, tant de production que de distribution, ayant souffert du tremblement de terre le 16 avril 2016 dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí et Santo Domingo en Équateur, au moyen d'un prêt pour ouvrages multiples, avec garantie souveraine, approuvé le 25 janvier 2017. Le programme inclut en particulier le déplacement de 9 km de ligne du sous-réseau entre les populations de San Vicente et Jama dans la province de Manabí, qui est la cause de la Requête présentée au MICI.

La Requête

Déposée par un habitant de la zone de San Vicente, dans la province Manabí, Équateur, qui a demandé que son identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles. La requête fait état de répercussions potentielles sur la propriété du requérant en raison du déplacement de lignes de transmission électrique prévu dans le projet. Elle souligne également l'absence de processus de consultation publique adaptés et le manque d'informations disponibles sur les impacts environnementaux et sociaux.

Gestion en 2019

Dans la mesure où le requérant n'avait pas eu de contact préalable avec la Direction, et comme il était prêt à le faire, sa requête n'a pas été enregistrée et a été transférée à la Direction, tout en laissant ouverte la possibilité de s'adresser à nouveau au MICI s'il n'obtenait pas de réponses à ses préoccupations dans un délai raisonnable.

Programme d'amélioration de l'entreprise électrique

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

Le Projet

La BID finance ce projet par le biais d'une opération de prêt approuvée le 25 juin 2014 dans l'objectif de renforcer les capacités de gestion de la société d'électricité du Guyane (GPL, selon son sigle en anglais) en apportant à la direction un soutien technique dans la conduite des opérations et des projets, des services commerciaux et des technologies de l'information, des ressources humaines et de la réduction de son déficit budgétaire.

La Requête

Déposée par une société de Georgetown, Guyane, pour des irrégularités supposées dans la procédure de passation des contrats menée en lien avec le projet.

Gestion en 2019

La requête n'a pas été enregistrée car elle portait uniquement sur des questions se rapportant aux passations de marchés, qui ne relèvent pas de la compétence du MICI, et a donc été renvoyée au Bureau des Achats de la Banque pour examen.

LE PROJET

Pays :
Guyane

Secteur :
Energie

Numéro de projet :
GY-L1041

Financement de la BID :
USD 37 641 750

Catégorie environnementale :
C

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
5 mars 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-GY-2019-0146

Programme environnemental d'assainissement de la Rio Reconquista – Requête II

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

LE PROJET

Pays :
Argentine

Secteur :
Eau et Assainissement

Numéro de projet :
AR-L1121

Financement de la BID :
USD 230 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt d'ouvrages multiples

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
4 avril 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-AR-2019-0147

Le Projet

La BID finance ce programme par le biais d'une opération de prêt avec garantie souveraine sous la forme d'ouvrages multiples, approuvée le 23 juillet 2014. Le programme a pour objectif de restaurer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée du bassin. Le plan privilégiera les investissements destinés à améliorer la gestion des déchets solides ; augmenter la couverture en réseaux d'eau potable, d'égouts et de traitement des eaux usées ; améliorer la connectivité et l'accès aux quartiers périphériques ; et renforcer la gestion opérationnelle du Comité du bassin de la rivière Reconquista.

La Requête

La requête a été déposée par un habitant de la municipalité de Tigre, et se rapporte à de potentiels préjudices environnementaux et sanitaires liés à l'absence de résultats de l'intervention du programme sur la rivière Reconquista.

Gestion en 2019

Du fait que les informations requises pour l'enregistrement n'étaient pas complètes, une prolongation de 10 jours ouvrables a été accordée au requérant pour qu'il envoie des informations supplémentaires. À l'expiration de ce délai, le MICI n'avait pas reçu les informations demandées et a mis fin au processus.

Programme environnemental d'assainissement de la Rio Reconquista - Requête III

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—

LE PROJET

Pays :
Argentine

Secteur :
Eau et Assainissement

Numéro de projet :
AR-L1121

Financement de la BID :
USD 230 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt d'ouvrages multiples

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
7 mai 2019

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-AR-2019-0148

Le Projet

La BID finance ce programme par le biais d'une opération de prêt avec garantie souveraine sous la forme d'ouvrages multiples, approuvée le 23 juillet 2014. Le programme a pour objectif de restaurer la qualité environnementale du bassin de la rivière Reconquista à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion intégrée du bassin. Le plan privilégiera les investissements destinés à améliorer la gestion des déchets solides ; augmenter la couverture en réseaux d'eau potable, d'égouts et de traitement des eaux usées ; améliorer la connectivité et l'accès aux quartiers périphériques ; et renforcer la gestion opérationnelle du Comité du bassin de la rivière Reconquista.

La Requête

La requête a été déposée par des habitants de divers endroits du bassin de la rivière Reconquista des provinces de Buenos Aires et de Tigre, qui allèguent que les travaux réalisés dans le cadre du programme n'ont pas tenu compte des problématiques du bassin en tant qu'unité territoriale, ni de la capacité du milieu récepteur de la rivière. À cet égard, ils font état d'un préjudice potentiel, car la forte pollution du bassin et les répercussions, en particulier sur la qualité de vie et la santé des habitants du bassin inférieur, pourraient s'aggraver en l'absence de prise en compte de la pollution d'origine industrielle et provenant des eaux usées, et des effets causés par la construction du Canal Aliviador/bassin national d'aviron du fait de la modification de la dynamique hydrique et de la transformation du Delta en destination finale d'eaux fortement polluées. Par ailleurs, ils indiquent une absence d'accès aux informations pertinentes sur l'avancement du programme, ainsi qu'une absence de consultations et d'instances de participation pour la population touchée.

Gestion en 2019

Une fois la requête enregistrée, le MICI a mené une mission d'admissibilité pour visiter les bassins supérieur, moyen et inférieur de la rivière Reconquista en compagnie des requérants et s'entretenir avec l'Agence d'Exécution et l'équipe de la BID responsable du projet. Le 2 août, la requête a été déclarée admissible et a été transférée à la Phase de Consultation.

Pendant l'Étape d'Évaluation de la Phase de Consultation, les documents du programme ont été analysés et des réunions physiques et téléphoniques ont été organisées avec les requérants, la Direction de la BID et l'Agence d'Exécution. Du 19 au 23 août, une mission d'évaluation a été effectuée à Buenos Aires, au cours de laquelle ont été organisées des journées de travail avec chacune des Parties pour connaître leurs préférences méthodologiques et comprendre en profondeur les sujets qui ont donné lieu à la requête. La Direction de la BID, les requérants et l'Agence d'Exécution ont fait part de leur volonté d'explorer des solutions durables. Cependant, compte tenu du contexte électoral aux niveaux national,

provincial et municipal, il a été décidé d'organiser la première session de dialogue après la tenue des élections.

Les 4 et 5 novembre, le MICI a organisé et facilité deux sessions consécutives de dialogue avec l'appui d'Eliana Spadoni, facilitatrice faisant partie de la Liste d'experts du MICI. Au cours de la première session, les Parties ont validé les règles du processus et les thèmes à l'ordre du jour identifiés pendant l'Étape d'Évaluation, puis l'examen des sujets convenus a débuté. Le 5 novembre, les Parties ont trouvé un accord qui prévoit des actions destinées à réduire la pollution dans le Canal Aliviador et à renforcer le suivi de la qualité de l'eau et la cartographie des rejets.

Le 19 novembre, le MICI a envoyé au Conseil d'administration le Rapport sur la Phase de Consultation qui résume les actions menées et inclut l'accord et le plan de suivi. Le 13 décembre, le Conseil d'administration a approuvé le plan de suivi au titre de la Procédure Courte et l'étape de suivi a débuté.

Les points marquants

Une fois encore, ce dossier démontre la nécessité d'adapter le processus de dialogue et son calendrier en tenant compte du contexte. L'imminence des processus électoraux présidentiels et municipaux en Argentine imposait d'envisager un calendrier qui ne soit pas perturbé par ces échéances et qui permette une participation active des autorités.

Le processus du MICI a contribué à instaurer un minimum de confiance entre les Parties, ce qui s'est avéré particulièrement important dans ce dossier pour faire face à un éventuel changement des autorités à la suite des élections. Le caractère flexible et institutionnel conféré par le MICI a été central pour contribuer à la continuité du processus, ainsi que la participation constructive de toutes les Parties dans le processus.

D'autre part, le processus de Phase de Consultation a permis de mettre à disposition des requérants des informations pertinentes sur le programme, de lever plusieurs doutes chez les requérants et de créer un échange constructif sur les différentes visions concernant le bassin versant. En ce sens, la contribution de l'équipe de projet de la BID a été déterminante pour définir conjointement des mesures qui répondent à quelques-unes des préoccupations des requérants à propos des impacts cumulatifs dans la zone du Delta.

Il est important de souligner que certains des requérants ont décidé de se retirer du processus, estimant que cela ne répondait pas à leurs préoccupations.

Projet Living City 2 - Revitalisation environnementale et urbaine de la municipalité de Joinville

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Non	—	—	—

LE PROJET

Pays :
Brésil

Secteur :
Eau et Assainissement

Numéro de projet :
BR-L1405

Financement de la BID :
USD 140 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
29 mai 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-BR-2019-0149

Le Projet

Le projet consiste en une opération de prêt, approuvée le 14 décembre 2014, qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population de Joinville, Brésil, à travers des mesures d'aménagement du territoire, de réhabilitation et d'amélioration de la qualité environnementale et urbaine, dans une perspective préventive, durable et stratégique du développement physique et économique de la ville.

La Requête

La requête a été déposée par une société de Fortaleza, Brésil, pour des irrégularités supposées dans la procédure de passation des contrats menée en lien avec le programme.

Gestion en 2019

La requête n'a pas été enregistrée car elle portait uniquement sur des questions se rapportant aux passations de marchés, qui ne relèvent pas de la compétence du MICI, et a donc été renvoyée au Bureau des Achats de la Banque pour examen.

Zone affectée par la construction d'un passage souterrain dans la ville de La Plata (voir page suivante).

Programme d'amélioration du chemin de fer General Roca - Ligne Constitución - La Plata

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Oui	En cours	—

LE PROJET

Pays :
Argentine

Secteur :
Transports

Numéro de projet :
AR-L1158

Financement de la BID :
USD 300 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération prêt d'investissement spécifique

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
12 juin 2019

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-AR-2019-0150

Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt d'investissement spécifique de la BID, approuvée le 12 septembre 2012, pour effectuer la rénovation et l'électrification du tronçon Constitución-La Plata du chemin de fer General Roca, afin de réduire les temps de trajet des usagers, diminuer le taux d'accidents et améliorer la fiabilité et le confort du service et, ainsi, augmenter le nombre de passagers qui utilisent ce moyen de transport.

La Requête

La requête a été déposée par quatre habitants de la ville de La Plata, province de Buenos Aires, Argentine, qui ont demandé que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles. Elle se rapporte aux ouvrages ferroviaires et aux ouvrages d'art prévus dans le projet pour la construction et l'exploitation du passage souterrain sous les avenues 1 et 32 de la ville de La Plata, ainsi qu'aux impacts potentiels de l'électrification de la ligne de chemin de fer sur l'intégrité physique des piétons en raison de l'augmentation de la fréquence de passage des trains. Il est ainsi allégué que la BID aurait manqué à ses obligations du fait de l'absence d'évaluation complète des impacts environnementaux et sociaux, d'une évaluation des risques lacunaire, ainsi que d'un manque de consultations publiques adéquates et d'informations disponibles sur le projet.

La requête décrit des risques potentiels pour la sécurité des requérants causés par la construction de l'ouvrage au-dessus d'une conduite principale de gaz, ce qui, selon leurs affirmations, augmente le risque d'événements catastrophiques. Elle signale également que le chantier gêne l'accès piéton à trois écoles primaires, une école maternelle, un centre de premiers secours et un commissariat, ce qui met en danger les personnes qui transitent et habitent dans cette zone. Enfin, les requérants font valoir un préjudice environnemental potentiel causé par l'abattage d'arbres et des impacts sur le tracé historique de la ville.

Gestion en 2019

Durant l'étape d'admissibilité, le MICI s'est rendu dans la ville de La Plata pour s'entretenir avec les requérants, l'Agence d'Exécution et l'équipe de la BID et pour visiter la zone du projet. Le 23 août, la requête a été déclarée admissible et a été transférée à la Phase de Consultation, même si les allégations de corruption ont été exclues du processus du MICI car elles relèvent de la compétence du Bureau d'intégrité institutionnelle, de même que les allégations relatives au respect des normes nationales du fait de l'existence d'une procédure judiciaire active à ce sujet.

Pendant l'Étape d'Évaluation de la Phase de Consultation, l'équipe du MICI a tenu des réunions téléphoniques et physiques avec les requérants, la Direction de la BID et l'Agence d'Exécution. Du 2 au 5 septembre, une mission d'évaluation a été menée à

La Plata et Buenos Aires pour analyser la viabilité d'un processus de résolution des conflits facilité par le MICI et identifier les préférences méthodologiques des acteurs pour la conception de cet espace. Pendant la mission, des réunions ont eu lieu avec chaque Partie et une journée de travail a été organisée avec les requérants. La Direction de la BID, l'Agence d'Exécution et les requérants ont fait part au Mécanisme de leur volonté de démarrer un processus de Phase de Consultation. Compte tenu du contexte électoral particulier que vivait le pays, avec des processus électoraux aux niveaux national, provincial et municipal, les Parties se sont montrées disposées à participer à ce processus à l'issue des élections. En conséquence, la première session de dialogue s'est déroulée les 7 et 8 novembre.

Les points marquants

Dans ce dossier également, certains requérants ont demandé que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles.

Programme d'assainissement intégré Maués - PROSAIMAUES

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	Oui	Non	—	—

LE PROJET

Pays :
Brésil

Secteur :
Eau et Assainissement

Numéro de projet :
BR-L1314

Financement de la BID :
USD 35 000 000

Catégorie environnementale :
B

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
14 septembre 2019

État actuel :
Clôturée

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-BID-BR-2019-0151

Le Projet

La BID finance ce programme par le biais d'une opération de prêt, approuvée le 20 novembre 2012. L'objectif de PROSAIMAUES est de contribuer à la résolution des problèmes d'assainissement de base, d'urbanisme et socio-environnementaux qui ont des répercussions sur la qualité de vie de la population et sur la durabilité de la Municipalité de Maués.

La Requête

La requête a été déposée par quatre habitants de la Municipalité de Maués, dans l'État d'Amazonas, Brésil, qui ont demandé que leur identité soit tenue confidentielle par crainte de représailles. La requête se rapporte à des irrégularités supposées dans le processus de réinstallation et d'expropriation ultérieure dont les requérants ont fait l'objet. Ces derniers allèguent que l'indemnisation initialement proposée a été modifiée de façon arbitraire pendant l'exécution du programme et que les expulsions ont été irrégulières et forcées, sans information préalable et sans respecter le droit procédural.

Gestion en 2019

Le 14 novembre, le MICI a déterminé que la requête n'était pas admissible car la seule thématique soulevée faisait l'objet de procédures judiciaires actives. Les requérants ont été informés de la possibilité de déposer une nouvelle requête auprès du MICI en cas d'évolution de cette situation.

Route à Peáge Ruta del Cacao 4G

La gestion du MICI	Enregistrement	Admissibilité	Phase de Consultation	Phase de Vérification de la Conformité
	En cours	—	—	—

Le Projet

BID Invest finance ce projet, approuvé le 24 avril 2018, qui a pour objectif de créer un raccordement routier entre la ville de Bucaramanga, la zone occidentale du département de Santander en Colombie, la municipalité de Yondó (dans le département d'Antioquia) et la concession Ruta del Sol II.

La Requête

Déposée par des communautés vivant dans la zone d'influence du projet, par le biais de l'organisation Veeduría Ciudadana de la Ruta del Cacao VCRC-4G. La requête présente des allégations de préjudice environnemental du fait d'une pollution de cours d'eau, du sol et de l'air, ainsi que de la flore et de la faune de la région, qui résulterait de la construction de la route et de son exploitation ultérieure. La requête fait également valoir l'absence d'indemnisation adéquate pour les propriétaires des terrains affectés par le projet.

Gestion en 2019

Dans les derniers jours de 2019, le MICI commencé l'analyse de la documentation envoyée pour déterminer la conformité aux exigences d'enregistrement. L'étape d'enregistrement se termine dans les premiers jours de 2020.

LE PROJET

Pays :
Colombie

Secteur :
Transports

Numéro de projet :
12252-01

Financement de BID Invest :
COP 375 000 000 000

Catégorie environnementale :
A

Type de projet :
Opération de prêt

LA REQUÊTE

Date de réception MICI :
27 décembre 2019

État actuel :
Ouverte

Chronologie et documents publics :
Registre public
MICI-CII-CO-2019-0152

L'équipe MICI

En août, l'équipe du MICI a tenu une réunion de planification stratégique.

En mai, le Groupe consultatif externe a rencontré toute l'équipe pour contribuer au renforcement du Mécanisme dans ses différents domaines d'expérience professionnelle.

Épilogue

Lors de la clôture de la publication de ce rapport, en mars 2020, la directrice du MICI, Victoria Márquez Mees, avait déjà fait part de sa détermination à démissionner de ses fonctions à la fin du mois de juin, après neuf ans chez le Mécanisme. Bien que tout rapport annuel, par définition, se limite exclusivement à une année civile et que le changement de la direction devrait être reflété dans le prochain rapport, il y a une empreinte qui chaque personne laisse dans une institution qui s'étend au-delà des pages d'un calendrier. C'est pourquoi nous incorporons dans ce rapport un extrait de la lettre de démission de la directrice des remerciements à toute l'équipe pour ces années de dévouement et de plein engagement envers la région.

L'année 2020 pour nous tous qui intégrons le MICI est une année très importante, nous avons dix ans et, pendant ce temps, nous avons vu comment l'institution s'est transformée en matière de reddition de comptes et de transparence. Les événements commémorant le dixième anniversaire ont montré ce qui peut être accompli au sein du Groupe BID lorsqu'on compte avec le soutien et la confiance des directeurs exécutifs.

J'ai eu la chance d'accompagner neuf années de cette histoire, d'abord en tant que secrétaire exécutif, puis en tant que directrice du MICI. Je pense que j'ai sérieusement rempli les tâches qui m'ont été confiées et je vois fièrement un MICI solide et très soutenu malgré la fonction inconfortable qu'il accomplit. Ce travail n'aurait pas pu être fait sans le soutien du Conseil pendant toutes ces années.

Mon passage à la BID a transformé ma vie, tant professionnellement que au sein de ma famille, et chaque jour de ces neuf années, j'ai appris quelque chose de nouveau et de précieux. Même épineux, il y a eu quelque chose de positif et je ne doute pas que, dans les années à venir, le MICI continuera à générer des apprentissages et de renforcer le travail de la Banque.

J'aimerais vous remercier très bien d'avoir considéré que je reste en poste pendant encore cinq ans. Cependant, après beaucoup de réflexion, j'ai décidé de me retirer de l'institution pour élargir mon expérience professionnelle dans d'autres régions et partager les connaissances que le temps à la BID m'a apporté.

Aujourd'hui, MICI dispose d'une équipe forte qui lui permet de continuer à croître et à se solidifier. Mon engagement envers vous est de travailler ces derniers mois dans tous les domaines qui assurent la capacité de réponse du Mécanisme et la préservation de la mémoire institutionnelle.

J'ai toujours pensé que rester longtemps au même endroit nous anesthésie et nous oublions de donner le meilleur de nous-mêmes. Conformément à cette idée, je quitte la Banque après neuf ans de dévouement et d'engagement envers la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, et en particulier envers ses habitants.

Merci pour la confiance.

Victoria Márquez Mees

Annexes

Bassin du la rivière Maipo, Chili

Budget approuvé et exécuté pour 2019

Chiffres en dollars US

Postes budgétaires 2019	BID	CII	Total
Salaires	$1.501.750	-	$1.501.750
Gestion des requêtes	$888.583	$437.303	$1.325.886
Apprentissage	$44.500	$40.500	$85.000
Diffusion	$57.000	$78.000	$135.500
Renforcement institutionnel	$10.000	$5.000	$15.000
Total, budget approuvé	$2.501.833	$561.303	$3.063.136
Fonds d'urgence	$50.000	$30.000	$80.000
Total budget approuvé + fonds d'urgence	$2.551.833	$591.303	$3.143.136

Exécution 2019			
Total exécuté	$2.066.522	$450.579	$2.517.101
Fonds d'urgence exécuté	-	-	-
Total exécuté + fonds d'urgence exécuté	$2.066.522	$450.579	$2.517.101

Diffusion externe

Mois	Événement	Lieu
Janvier	Lancement du "Guide pour mécanismes indépendants de reddition des comptes sur les mesures visant à lutter contre le risque de représailles dans le traitement des réclamations", dans le cadre du dixième anniversaire du Mécanisme européen de plaintes de la Banque européenne d'investissement.	Luxembourg, Luxembourg
Février	Atelier avec la société civile et les groupes consultatifs de la société civile de la Barbade, en collaboration avec le Bureau de la responsabilité (ICA) de la Banque de développement des Caraïbes et le Centre des Caraïbes pour l'élaboration des politiques (CPDC)	Bridgetown, Barbade
Mars	Atelier avec des organisations de la société civile argentine	Buenos Aires, Argentine
	Présentation à la Banque asiatique pour l'infrastructure (AIIB) sur la note du MICI Réflexion : « Analyse du portefeuille des requêtes 2010-2017 »	Virtuel
	Conférence avec les médiateurs de la province de Salta sur la phase de résolution des conflits MICI	Salta, Argentine
	Rencontres avec des représentants des peuples autochtones	Jujuy et Salta, Argentine
Avril	Présentation du « Guide pour mécanismes indépendants de reddition des comptes sur les mesures visant à lutter contre le risque de représailles dans le traitement des réclamations » aux organisations de la société civile	Washington, D.C.
	Table ronde avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet sur la gestion des représailles dans le cadre du financement de projets de développement	Washington, D.C.
	Petit déjeuner de travail avec les acteurs stratégiques de l'Équateur	Quito, Équateur
	Atelier avec des étudiants de l'Université George Washington	Washington, D.C.
	Participation au Forum permanent des Nations Unies sur les affaires autochtones	New York, Etats-Unis
	Réunion de sensibilisation avec les organisations de la société civile haïtienne, conjointement avec le Groupe d'inspection (PI) et le Bureau du Médiateur de la conformité et du conseil (CAO), du Groupe de la Banque Mondiale	Virtuel
Mai	Atelier sur la gestion des représailles avec le Bureau de reddition des comptes de la Banque asiatique pour les infrastructures (AIIB)	Pékin, Chine
	Atelier régional « Mécanisme de conformité et de reddition des comptes environnementales et sociales pour les intermédiaires financiers »	Shanghai, Chine
Juin	Participation au Dialogue régional pour les licences environnementales	San Jose, Costa Rica
	Participation au Congrès américain de médiation, de négociation et d'arbitrage	Corrientes, Argentine
	Rencontre avec la société civile dans le cadre de la XVIIe Réunion annuelle du Réseau IAM à la Banque africaine de développement	Abidjan, Côte d'Ivoire
Juillet	Petit déjeuner de travail avec les acteurs stratégiques du Costa Rica	San Jose, Costa Rica
Septembre	IV Consultation régionale sur les entreprises et les droits de l'homme	Virtuel, Santiago, Chili
	Participation à l'Atelier international sur les mécanismes et méthodes d'accès appropriés à la justice pour la mise en œuvre du pilier 3 des Principes directeurs des entreprises et des droits de l'homme en Argentine	Virtuel, Argentine
	Conversation de médiation avec des étudiants universitaires mexicains	Washington, D.C.
Octobre	Séance de travail du MICI avec les organisations de la société civile	Washington, D.C.
	Participation à la table ronde « L'affaiblissement de la gouvernance démocratique, la crise sécuritaire et les conflits socio-environnementaux en Amérique latine : collaboration et dialogue comme stratégies de réponse »	Washington, D.C.
	Participation à la session « *Ethics and Development Panel discussion: International Financial Institutions, accountability mechanism* » à l'Elliott School of International Affairs de l'Université George Washington	Washington, D.C.
	Atelier virtuel avec des organisations de la société civile	Virtuel avec le Pérou, la Colombie, le Mexique, le Panama, le Guatemala et Honduras

Mois	Événement	Lieu
Novembre	Session du MICI au III Forum du Système interaméricain des droits de l'homme. « L'action du Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation du Groupe de la BID en tant qu'exemple de protection des droits de l'homme en Amérique latine et dans les Caraïbes »	Quito, Équateur
	Participation virtuelle au Séminaire « *Responsible Business Conduct and Complaint Mechanisms for Human Rights Violations by Companies* »	Virtuel avec le Honduras
	Participation au " Forum des Nations Unies et aux droits de l'homme "	Genève, Suisse
	Participation au XI Forum régional pour la transformation des conflits sociaux	Guatemala, Guatemala

Diffusion interne

Mois	Événement	Lieu
Février	Atelier d'opérations non souveraines	Washington, D.C.
	Présentation au bureau de pays de la BID à la Barbade	Bridgetown, Barbade
	Présentation au Bureau des alliances stratégiques (ORP) de la BID	Washington, D.C. et la plate-forme virtuelle
Avril	Session avec le bureau de pays de la BID en Equateur	Quito, Équateur
Mai	Réflexions du MICI : Présentation de la note technique « Phase de consultation : huit ans d'expérience dans la résolution des conflits »	Washington, D.C.
	Atelier de résolution des conflits avec l'Unité de sauvegarde sociale et environnementale (ESG)	Washington, D.C.
Juin	Séance de bord pour BID Invest	Washington, D.C.
	Atelier sur les principes fondamentaux des opérations garanties par la direction souveraine	Washington, D.C.
	Atelier de l'Unité de protection sociale et environnementale (ESG)	Washington, D.C.
	Atelier MICI pour points focales de la BID Invest	Washington, D.C.
	Atelier MICI avec le Bureau du vérificateur (AUG) et le Bureau d'évaluation et de surveillance (OVE)	Washington, D.C.
Septembre	Séance de bord pour les nouveaux directeurs exécutifs	Washington, D.C.
Octobre	Présentation au Département des opérations d'investissement (INO) de la BID Invest	Washington, D.C.
	Atelier technique avec les directeurs exécutifs sur les « Leçons apprises pour les nouvelles politiques sociales et environnementales »	Washington, D.C.
	Atelier sur les principes fondamentaux des opérations garanties par la direction souveraine	Washington, D.C.
Novembre	Session de réflexions du MICI au bureau de pays de la BID en Equateur	Quito, Équateur
	Séance de bord pour BID Invest	Washington, D.C.
	Présentation au bureau de pays de la BID au Guatemala	Guatemala, Guatemala

Annexe 3. Requêtes reçues 2010 - 2019

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
	2019			
MICI-CII-CO-2019-0152	**Colombie. Route à Peáge Ruta del Cacao 4G (12252-01)**	Décembre 2019	En enregistrement	Ouverte
MICI-BID-BR-2019-0151	**Brésil. Programme d'assainissement intégré Maués - PROSAIMAUES (BR-L1314)**	Septembre 2019	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Ne répond pas aux critères établis au paragraphe 22
MICI-BID-AR-2019-0150	**Argentine. Programme d'amélioration du chemin de fer General Roca - Ligne Constitución - La Plata (AR-L1158)**	Juin 2019	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
MICI-BID-BR-2019-0149	**Brésil. Projet Living City 2 - Revitalisation environnementale et urbaine de la municipalité de Joinville (BR-L1405)**	Mai 2019	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
MICI-BID-AR-2019-0148	**Argentine. Programme environnemental d'assainissement de la rivière Reconquista - Requête III (AR-L1121)**	Mai 2019	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
MICI-BID-AR-2019-0147	**Argentine. Programme environnemental d'assainissement de la rivière Reconquista - Requête II (AR-L1121)**	Avril 2019	Non enregistrée	Clôturée Informations insuffisantes pour analyse
MICI-BID-GY-2019-0146	**Guyana. Programme d'amélioration de l'entreprise électrique (GY-L1041)**	Mars 2019	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-BID-EC-2019-0145	**Équateur. Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique dans les zones touchées par le séisme en Équateur - Requete II (EC-L1219)**	Mars 2019	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-AR-2019-0144	**Argentine. Programme d'infrastructures de production et de tourisme pour la province de Rio Negro (AR-L1106)**	Février 2019	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
MICI-BID-AR-2019-0143	**Argentine. Plazalogística SA (AR-L1132)**	Février 2019	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-BR-2019-0142	**Brésil. Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos - Requête III (BR-L1160)**	Février 2019	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BID-CH-2019-0141	**Chili. Projet Hydroélectrique Alto Maipo - Requête III (CH-L1067)**	Janvier 2019	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Ne répond pas aux critères établis au paragraphe 22
MICI-BID-BA-2019-0140	**Barbade. Programme d'évaluation et de gestion des risques côtiers (BA-L1014)**	Janvier 2019	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau d'éthique
	2018			
MICI-BID-PR-2018-0139	**Paraguay. Programme de réhabilitation et de logement du Bañado Sur à Asunción (Barrio Tacumbú) (PR-L1152)**	Novembre 2018	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 e
MICI-BID-BR-2018-0138	**Brésil. Programme stratégique d'infrastructure et de logistique de transport du Paraná (BR-L1434)**	Septembre 2018	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-BID-CO-2018-0137	**Colombie. Programme de renforcement institutionnel du Bureau du contrôleur général de la République (CO-L1154)**	Août 2018	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 a
MICI-CII-GU-2018-0136	**Guatemala. Générateur San Mateo S.A. et Générateur San Andrés S.A. (GU3794A-01, GU3798A-01)**	Août 2018	Admissible Vérification de la conformité	Ouverte
MICI-BID-BO-2018-0135	**Bolivie. Programme d'appui au préinvestissement pour le développement (BO-L1101)**	Juillet 2018	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-BID-PE-2018-0134	**Pérou. Régularisation des réserves de peuples en isolement (PE-T1258)**	Juin 2018	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Ne répond pas aux critères établis au paragraphe 22
MICI-CII-CO-2018-0133	**Colombie. Projet hydroélectrique d'Ituango (CO-11794-04)**	Juin 2018	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Ouverte
MICI-BID-CO-2018-0133	**Colombie. Appui à la structuration du projet Central Hydroélectrique Ituango (CO-T1250)**	Juin 2018	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BID-BR-2018-0132	**Brésil. Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos - Requête II (BR-L1160)**	Avril 2018	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-BID-EC-2018-0131	**Équateur. Programme de reconstruction de l'infrastructure électrique des zones touchées par le tremblement de terre en Équateur (EC-L1219)**	Avril 2018	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
MICI-BID-AR-2018-0130	**Argentine. Programme d'assainissement environnemental du bassin de la rivière Reconquista (AR-L1121)**	Janvier 2018	Non enregistrée	Clôturée Informations insuffisantes pour analyse
MICI-BID-CH-2018-0129	**Chili. Programme d'énergie durable (CH-L1136)**	Janvier 2018	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 b
		2017		
MICI-BID-BR-2017-0128	**Brésil. Programme de Structuration Urbaine de São José dos Campos (BR-L1160)**	Décembre 2017	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-CR-2017-0127	**Costa Rica. Projet Hydroélectrique Reventazón - Requête V (CR-L1049)**	Octobre 2017	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 b
MICI-BID-GU-2017-0126	**Guatemala. Establecimiento Cadastral et renforcement certitude juridique des aires protégées (GU-L1014)**	Août 2017	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-CR-2017-0125	**Costa Rica. Projet Hydroélectrique Reventazón - Requête IV (CR-L1049)**	Août 2017	Admissible Phase de Consultation	Clôturée
MICI-BID-EC-2017-0124	**Équateur. Programme pour la Protection et la Récupération du Patrimoine Culturel (EC-L1097)**	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 b
MICI-BID-BR-2017-0123	**Brésil. Programa Várzeas del Tietê - Requête V (BR-L1216)**	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée Retirée par le requérant
MICI-CII-ME-2017-0122	**Mexique. Grupo Corporativo Papelera S.A. de C.V. (ME4024A-01)**	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 f

Annexe 3. Requêtes reçues 2010 - 2019

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-BID-CH-2017-0121	**Chili. Projet Hydroélectrique Alto Maipo - Requête II (CH-L1067)**	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-BID-CO-2017-0120	**Colombie. Projet Périmétrique Est de Bogotá Partenariat Public-Privé (CO-L1159)**	Juin 2017	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-BID-BR-2017-0119	**Brésil. Várzeas Tietê Programme - Requête IV (BR-L1216)**	Juin 2017	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 c
MICI-BID-BR-2017-0118	**Brésil. Mario Covas Projet Beltway - Section du Nord - Requête V (BR-L1296)**	Mars 2017	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Retirée par le requérant
MICI-BID-HO-2017-0117	**Honduras. Programme de Réadaptation Multiphase des Sections du Corridor Touristique PPP (HO-L1013)**	Février 2017	Non enregistrée	Clôturée S'applique l'exclusion 19 f
MICI-BID-CR-2017-0116	**Costa Rica. Projet Hydroélectrique Reventazón - Requête III (CR-L1049)**	Février 2017	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-CH-2017-0115	**Chili. Projet Hydroélectrique Alto Maipo (CH-L1067)**	Janvier 2017	Admissible Vérification de la conformité	Ouverte
MICI-BID-HA-2017-0114	**Haïti. Programme d'Infrastructure Productive - Requête II (HA-L1076)**	Janvier 2017	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
	2016			
MICI-BID-PE-2017-0113	**Pérou. Adaptation au changement climatique du secteur de la pêche et de l'écosystème marin-côtier (PE-G1001)**	Décembre 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-BID-CR-2016-0112	**Costa Rica. Projet Hydroélectrique Reventazón - Requête II (CR-L1049)**	Décembre 2016	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-BR-2016-0111	**Brésil. Programme Várzea du Tietê - Requête III (BR-L1216)**	Novembre 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-BID-CR-2016-0110	**Costa Rica. Projet Hydroélectrique Reventazón (CR-L1049)**	Septembre 2016	Admissible Vérification de la conformité	Clôturée
MICI-BID-BR-2016-0109	**Brésil. Projet Mario Covas Rodoanel – Section Nord (BR-L1296)**	Août 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-BID-BR-2016-0108	**Brésil. Plateforme de Micro-assurance Togarantido (BR-M1138)**	Août 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau d'éthique
MICI-BID-BR-2016-0107	**Brésil. Programme Várzea du Tietê - Requête II (BR-L1216)**	Juillet 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-BID-BR-2016-0106	**Brésil. Programme Várzea du Tietê (BR-L1216)**	Juillet 2016	Enregistrée Inadmissible	Clôturée

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-BID-BR-2016-0105	**Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Section Nord – Requête III (BR-L1296)**	Juin 2016	Non enregistrée	Clôturée Retirée par le requérant
MICI-BID-AR-2016-0104	**Argentine. Programme de Développement des Provinces du Norte Grande - Requête II (AR-L1136)**	Mai 2016	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
MICI-BID-CO-2016-0103	**Colombie. Expansion de l'usine de traitement d'eau Salitre - Cortijo**	Mai 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
MICI-BID-CH-2016-0102	**Chili. Santiago-Valparaiso-Viña Route à Peáge (Garantie) (CH0167)**	Mai 2016	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BID-PR-2016-0101	**Paraguay. Réaménagement, Modernisation Métropolitaine des Transports Publics et Services Gouvernementaux - Requête II (PR-L1044)**	Mai 2016	Phase de Consultation Clôturée Vérification de la conformité Ouverte	
MICI-BID-PE-2016-0100 (MICI-PE-2016-0100)	**Pérou. Appui à la Politique pour la Gestion des Risques de Catastrophes**	Mars 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
MICI-PR-2016-0099	**Paraguay. Réaménagement, Modernisation Métropolitaine des Transports Publics et Services Gouvernementaux (PR-L1044)**	Mars 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-PE-2016-0098	**Pérou. Appui à la Politique pour la Gestion des Risques de Catastrophes (PE-T1228)**	Février 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-AR-2016-0097	**Argentine. Programme de Développement des Provinces du Norte Grande (AR-L1136)**	Février 2016	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Retirée par le requérant

2015

MICI-CO-2015-0096	**Colombie. Centrale hydroélectrique Porce III (CO-L1005)**	Novembre 2015	Enregistrée Inadmissible	Clôturée S'applique l'exclusion 19 f
MICI-AU-2015-0095	**n/a**	Septembre 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Ne concerne pas une opération de la BID
MICI-PE-2015-0094	**Pérou. Projet de cadastre, Titres de propriété et registre des terre rurales au Pérou - Troisième Phase (PTRT-3) (PE-L1026)**	Août 2015	Admissible Phase de Consultation	Ouverte
MICI-BR-2015-0093	**Brésil. Programme de mobilité urbaine soutenable de Blumenau (Programme BID-Blumenau) (BR-L1272)**	Août 2015	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Il n'existe pas de lien entre les dommages et l'opération
MICI-ES-2015-0092	**El Salvador. Programme d'appui au développement productif en vue d'une intégration internationale (ES-L1057)**	Juillet 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-CO-2015-0091	**Colombie. Bayport Colombie : Inclusion financière des employés publics de la BdeP (CO-L1147)**	Juillet 2015	Enregistrée Inadmissible	Clôturée Il n'existe pas de lien entre les dommages et l'opération Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-BR-2015-0090	**Brésil. Projet Mario Covas Rodoanel – Section Nord (BR-L1296)**	Avril 2015	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
MICI-HA-2015-0089	**Haïti. Programme d'infrastructure productive III (HA-L1076)**	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Informations insuffisantes pour analyse
MICI-BR-2015-0088	**Brésil. Projet Mario Covas Rodoanel – Section Nord (BR-L1296)**	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
MICI-SU-2015-0087	**Suriname. Appui en vue d'améiorer la durabilité du Service d'électricité (SU-L1009)**	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
MICI-PR-2015-0086	**Paraguay . Appui au système de transmission au Paraguay (PR-L1058)**	Janvier 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
MICI-CO-2015-0085	**Colombie. Programme de systèmes stratégiques de transport public (SETP) (CO-L1091)**	Janvier 2015	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	2014			
MICI-AR-2015-0084	**Argentine. Programme de gestion des déchets solides dans les municipalités touristiques (AR-L1025)**	Décembre 2014	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
MICI-BR-2014-083	**Brésil. Programme de d'assainissement du Bassin versant d'Estrada Nova (PROMABEN) (BR-L1065)**	Septembre 2014	Non enregistrée	Clôturée
MICI-BR-2014-082	**Brésil. Développement Urban Intégré et Programme d'Intégration Sociale de Aracaju (BR-L1084)**	Août 2014	Non enregistrée	Clôturée
MICI-AR-2014-081	**Argentine. Sécurité Routière et Programme de Mobilité Urbaine (AR-L1166)**	Août 2014	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-ME-2014-080	**Mexique. Etileno XXI (ME-L1110)**	Avril 2014	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-BO-2014-079	**Bolivie. Programme de Drainage à La Paz II (BO-L1028)**	Mars 2014	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BR-2014-078	**Brésil. Programme de mobilité durable à Blumenau (BR-L1272)**	Mars 2014	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-HO-2014-077	**Honduras.Prêt a Société Dinant S.A. de C.V. (HO-3623A-02)**	Janvier 2014	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
	2013			
MICI-BR-2013-076	**Brésil. Drainage, assainissement et Routes- Belém (BR0055)**	Décembre 2013	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-GU-2013-075	**Guatemala. Développement économique rural (GU-L1006)**	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Retirée par le requérant
MICI-GY-2013-074	**Guyana. Gestion des déchets solides- Georgetown (GY0055)**	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-ME-2013-073	**Mexique. Etileno XXI (ME-L1110)**	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-TT-2013-072	**Trinité-et-Tobago. Appel d'offre Systèmes EDMS**	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-CO-2013-071	**Colombie. District de Barranquilla – Amélioration intégrale des quartiers (CO-T1193)**	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-AR-2013-070	**Argentine. Programme de Gestion urbaine environnementale et durable du Bassin du fleuve Reconquista - Province de Buenos Aires (AR-L1121)**	Octobre 2013	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-SU-2013-069	**Suriname. Appui au développement durable de l'Intérieur (SU-T1026)**	Octobre 2013	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-BR-2013-068	**Brésil. Programme de mobilité durable à Blumenau (BR-L1272)**	Août 2013	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-EC-2013-067	**Équateur. Modernisation du système national de registre civil et de cartes d'identité (EC-L1083)**	Août 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information Transféré au service pertinent de la BID
MICI-AR-2013-066	**Argentine. Programme de gestion des déchets solides dans les municipalités touristiques (AR-L1025)**	Août 2013	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-AR-2013-065	**Argentine. Programme de gestion urbaine environnementale durable du Bassin du fleuve Reconquista (AR-L1121)**	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-NoM-2013-064 (MICI-XX-2013-064)	**Concours BID-IDEAS**	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-UR-2013-063	**Uruguay. Programme de transport urbain -Montevideo (UR-L1025)**	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-CO-2013-062	**Colombie. Projet de Construction de la deviation San Francisco-Mocoa – Fase I (CO-L1019)**	Juin 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID

Annexe 3. Requêtes reçues 2010 - 2019

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-AR-2013-061	**Argentine. Programme de développement des Provinces du Norte Grande : eau et assainissement-Infrastructure (AR-L1136)**	Juin 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-PN-2013-060	**Panama. Programme d'électrification rurale (PN0150)**	Mai 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-ME-2013-059	**n/a**	Mai 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
MICI-PN-2013-058	**Panama. Projet d'énergie hydroélectrique Pando-Monte Lirio (PN-L1054)**	Avril 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-TT-2013-057	**Trinité-et-Tobago. Programme de réhabilitation des infrastructures (TT-L1018)**	Mars 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI
MICI-CO-2013-056	**Colombie. Projet de Construction de la déviation San Francisco-Mocoa (CO-L1019)**	Février 2013	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-AR-2013-055	**Argentine. Programme II d'amélioration des quartiers (PROMEBA II) (AR-L1019)**	Janvier 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI
	2012			
MICI-JA-2012-054	**Jamaïque. Programme de Compétitivité agricole (JA-L1012)**	Décembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-ME-2012-053 (ME-MICI002-2012)	**Mexique. Projet éolien Mareña Renovables (ME-L1107)**	Décembre 2012	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BR-2012-052	**Brésil. Programme de restructuration Urbaine de São José dos Campos (BR-L1160)**	Décembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-HO-2012-051	**Honduras. Populations indigènes et afro-honduriennes et changement climatique (HO-X1019)**	Novembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-AR-2012-050	**Argentine. Infrastructure d'adduction d'eau: Programme de développement des Provinces de Norte Grande (AR-L1015)**	Novembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-BR-2012-049	**Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Section Nord 2 (BR-L1296)**	Septembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-ME-2012-048	**Mexique. Demande d'information à la Banque par l'Auditoria Superior de la Nación**	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-UR-2012-047	**Uruguay. Programme de Transport Urbain de Montevideo (UR-L1025)**	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-ME-2012-046	**Mexique. Projet éolien Mareña Renovables (ME-L1107)**	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-CO-2012-045	**Colombie. Système stratégique de Transport (CO-L1091)**	Septembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-CO-2012-044	**Colombie. Projet de construction de la déviation San Francisco-Mocoa – Phase I (CO-L1019)**	Juillet 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-BR-2012-043	**Brésil. Estrada Real –réseau de PMEs secteur tourisme-Etat de Minas Gerais (BR-M1024)**	Juillet 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-PE-2012-042	**Pérou. Esquema Cajamarquilla, Nievería et Cerro Camote (PE-L1060)**	Juin 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-PE-2012-041	**Pérou. Esquema Cajamarquilla, Nievería et Cerro Camote (PE-L1060)**	Mai 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-BR-2012-040	**Brésil. Programme d'Infrastructure Logistique de Santa Catarina (BR-L1336)**	Avril 2012	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-TT-2012-039	**Trinité-et-Tobago. CariSal Unlimited (TT-L1017)**	Février 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-BR-2012-038	**Brésil. Programme d'assainissement du Bassin versant Estrada Nueva – PROMABEN (BR-L1065)**	Février 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-BO-2012-037	**Bolivie. Préparation du Projet CRIAR (BO-T1091)**	Janvier 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-CO-2012-036	**Colombie. Programme de gestion de l'alimentation en eau et des eaux usées en zone rurale (CO-L1105)**	Janvier 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-AR-2012-035 (AR-MICI004-2012)	**Argentine. Programme de gestion de la santé et de la qualité de l'alimentation et de l'agriculture (AR-L1032)**	Janvier 2012	Phase de Consultation	Clôturée
	2011			
MICI-BR-2011-034	**Brésil. Projet Mario Covas Rodoanel – Section Nord (BR-L1296)**	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-AR-2011-033	**Argentine. PROSAP (AR0061)**	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-DR-2011-032	**République Dominicaine. Boulevard Touristique du Atlantic (DR-L1030)**	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-PN-2011-031 (PN-MICI002-2011)	**Panama. Elargissement du Canal de Panama (PN-L1032)**	Octobre 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-CO-2011-030	**Colombie. Systèmes stratégiques de transport public (CO-L1091)**	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information

Annexe 3. Requêtes reçues 2010 - 2019

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
MICI-CR-2011-029	**Costa Rica. Programme de régularisation du cadastre et du registre de propriétés (CR0134)**	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée Retirée par le requérant
MICI-BR-2011-026 MICI-BR-2011-027 MICI-BR-2011-028	**Brésil. Projet Rodoanel Mário Covas – Section Nord (BR-L1296)**	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée Après une communication initiale, aucun des Requérants n'a répondu aux communications du Mécanisme
MICI-CO-2011-025	**Colombie. Approvisionnement en eau et assainissement en zones rurales (CO-L1105)**	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BO-2011-024	**Bolivie. Programme d'amélioration de l'autoroute du corridor nord Santa Barbara-Rurrenabaque et San Buenaventura (BO-L1011)**	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée
MICI-CO-2011-023 (CO-MICI002-2011)	**Colombie. Aéroport International El Dorado (CO-L1029)**	Août 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BR-2011-022 (BR-MICI005-2011)	**Brésil. Rodoanel Mário Covas – Section Nord (BR-L1296)**	Juillet 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-CO-2011-021 (CO-MICI001-2011)	**Colombie. Projet de Construction de la déviation San Francisco-Mocoa – Phase I (CO-L1019)**	Juin 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BR-2011-020 (BR-MICI006-2011)	**Brésil. Programme de restructuration urbaine de São José dos Campos (BR-L1160)**	Juin 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-BR-2011-019 (BR-MICI004-2011)	**Brésil. Programme d'amélioration des quartiers Habitar Brasil (BR0273)**	Juin 2011	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-CO-2011-018	**Colombie. Programme de formation des chefs de famille (TC9308108)**	Juin 2011	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
MICI-ME-2011-017 (ME-MICI001-2011)	**Mexique. Termoeléctrica del Golfo (ME0218)**	Juin 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-AR-2011-016	**Argentine. Programme National 700 écoles (AR0176)**	Mai 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
MICI-BR-2011-015 (BR-MICI003-2011)	**Brésil. Projet Mario Covas Rodoanel – Section nord (BR-L1296)**	Mai 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-PN-2011-014	**Panama. Elargissement du Canal de Panama (PN-L1032)**	Mai 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BO-2011-013 (BO-MICI001-2011)	**Bolivie. Programme de modernisation de l'autoroute du corridor nord-Santa Bárbara-Rurrenabaque et San Buenaventura (BO-L1011)**	Février 2011	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-VE-2011-012	**Venezuela. Kreadanza (VE0059)**	Février 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID

Numéro de la Requête	Nom	Date de Réception	Phase/Action	Statut/Commentaire
	2010			
MICI-SU-2010-011	**Suriname. Développement durable de l'Intérieur (SU-T1026)**	Décembre 2010	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-CR-2010-010 (CR-MICI001-2010)	**Costa Rica. Système d'interconnexion électrique pays d'Amérique Centrale (SIEPAC) (CR-L1009)**	Décembre 2010	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-AR-2010-009 (AR-MICI003-2010)	**Argentine. Programme d'amélioration de quartiers (PROMEBA II) (AR-L1019)**	Novembre 2010	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-PR-2010-008 (PR-MICI002-2010)	**Paraguay. Programme de modernisation des corridors d'autoroutes (PR0035)**	Novembre 2010	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-AR-2010-007 (AR-MICI002-2010)	**Argentine. Services agricoles provinciaux (PROSAP II) (AR-L1030)**	Novembre 2010	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-BR-2010-006	**Brésil.Projet Mario Covas Rodoanel – Section Ouest (BR-L1228)**	Novembre 2010	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec la Direction
MICI-BR-2010-005 (BR-MICI002-2010)	**Brésil. Programme de d'assainissement du Bassin versant d'Estrada Nova (PROMABEN) (BR-L1065)**	Octobre 2010	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-AR-2010-004 (AR-MICI001-2010)	**Argentine. Programme multiphase d'infrastructures de développement : appui à la production à Entre Ríos (AR-L1036)**	Juin 2010	Phase de Consultation	Clôturée
MICI-BR-2010-003 (BR-MICI001-2010)	**Brésil. Programme de Récupération Socio-Environnementale de la Serra do Mar et Systèmes de Mosaïque (BR-L1241)**	Mai 2010	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-PN-2010-002 (PN-MICI001-2010)	**Panama. Projet d'Energie Hydroélectrique Pando-Monte Lirio (PN-L1054)**	Mars 2010	Phase de Consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
MICI-PR-2010-001 (PR-MICI001-2010)	**Paraguay. Développement de l´industrie des produits dérivés de l´éponge végétale (PR-S1004)**	Février 2010	Phase de Consultation	Clôturée

Téléchargez le tableau des Requetés reçues 2010-2019 en format Excel.
http://bit.ly/historicoMICI

MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D´INVESTIGATION

Adresse e-mail :

Pour envoyer une Requête : mecanismo@iadb.org

Autres sujets concernant le MICI : AccessMICI@iadb.org

Téléphone : +1 (202) 623-3952

Fax : +1 (202) 312-4057

Adresse : 1300 New York Ave., N.W.

Washington, D.C. USA, 20577

www.iadb.org/mici

Mécanisme Indépendant de Consultation et Investigation

Grupo BID